

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 399

19 février 2013

SOMMAIRE

Abante Global Funds	19112	Middlesex Office S.à r.l.	19129
A & C s.à r.l.	19106	Mirunda S.A.	19130
Algeco/Scotsman Management S.C.A. ...	19152	New Clear Service S.à r.l.	19131
Ampacet Investment II S.à r.l.	19152	NIS Holdings S.à r.l.	19134
Antin Infrastructure Luxembourg X	19152	Non Solo Pizza s.à r.l.	19135
Apache Luxembourg Holdings I	19146	Orion III European 17 S.à r.l.	19106
Arconas Luxembourg S.à r.l.	19152	Orion III European 9 S.à r.l.	19136
BLK BR HY (Luxembourg) Investments, S.à r.l.	19150	Oriskany S.à r.l.	19136
BLK COY (Luxembourg) Investments, S.à r.l.	19150	Peacock Investments S.A.	19137
CHRISTIAN, société à responsabilité limi- tée	19109	Phoenix III Mixed O	19107
C.J. Boutique s.à r.l.	19106	Protec MBV S.à r.l.	19107
Company Formation & Management Ser- vices S.à r.l.	19152	R-Distribution	19137
EGHAM S.A., société de gestion de patri- moine familial	19110	Résidence Angelsberg S.à r.l.	19138
F. Peeraer & Cie	19111	Sèvres III S. à r.l.	19147
Garage Nico Castermans S.à r.l.	19150	Sèvres IV S.à r.l.	19147
Goleta Fund	19151	SIBGRAVE S.A., société de gestion de pa- trimoine familial	19143
Lacidem Luxembourg S.à r.l.	19112	Sim Sala Bim S.à r.l.	19142
Leo Holding S.A.	19127	Skandia Invest S.A.	19131
Lucom SA	19128	Slovenia Broadband S.à r.l.	19141
Manoir Kasselslay Sàrl	19108	Solomar Holding S.A.	19143
Marchés Boursiers Canadiens	19128	Spinosa S.à r.l.	19139
Mea Power	19129	Teamworker S. à r. l.	19144
		Telec	19145
		TP (Luxembourg) Invest S.à r.l.	19146
		Triumph International S.à r.l.	19146

Orion III European 17 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 11-13, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 162.978.

—
EXTRAIT

En date du 20 décembre 2012, Orion Master III Luxembourg S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 11-13, boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg et inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B-140853, alors associé unique de Orion III European 17 S.à r.l., a cédé la totalité de ses douze mille cinq cents (12,500) parts sociales qu'elle détenait dans Orion III European 17 S.à r.l. à Orion Master IV Luxembourg S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 11-13, boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg et inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B-173948.

Suite à cette cession, Orion Master IV Luxembourg S.à r.l. est devenue l'associé unique de Orion III European 17 S.à r.l.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Orion III European 17 S.à r.l.

Référence de publication: 2013004801/20.

(130004958) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 janvier 2013.

A & C s.à r.l., Société à responsabilité limitée,

(anc. C.J. Boutique s.à r.l.).

Siège social: L-7520 Mersch, 28, rue Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 147.994.

—
L'an deux mille douze, le dix décembre.

Par-devant Maître Alex WEBER, notaire de résidence à Bascharage.

A COMPARU:

Madame Cidalia FURTADO SILVA VIEIRA, couturière, née à Ponta Delgada/Sao Jose (Portugal), le 9 décembre 1957, demeurant à L-4814 Rodange, 12, rue de la Fonderie, détentrice de cent (100) parts sociales.

Laquelle comparante, agissant en sa qualité de seule associée de la société à responsabilité limitée «C.J. BOUTIQUE s. à r.l.» (numéro d'identité 2009 24 22 950), avec siège social à L-8510 Redange-sur-Attert, 30-32, Grand-Rue, inscrite au R.C.S.L. sous le numéro B 147.994, constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentant, en date du 26 août 2009, publié au Mémorial C, numéro 1845 du 24 septembre 2009,

a requis le notaire d'acter les résolutions suivantes:

Première résolution

L'associée unique décide de changer la dénomination de la société de «C.J. BOUTIQUE s.à r.l.» en «A & C s.à r.l.» et en conséquence de modifier l'article 3 des statuts pour lui donner la teneur suivante:

« **Art. 3.** La société prend la dénomination de «A & C s.à r.l.» »

Deuxième résolution

L'associée unique décide de transférer le siège social de L-8510 Redange-sur-Attert, 30-32, Grand-Rue à L-7520 Mersch, 28, rue Grande-Duchesse Charlotte et en conséquence de modifier le 1^{er} alinéa de l'article 4 des statuts pour lui donner la teneur suivante:

« **Art. 4. Al. 1^{er}.** Le siège social est établi à Mersch.»

Troisième résolution

L'associée unique décide de modifier l'article 2 des statuts, relatif à l'objet social, pour lui donner la teneur suivante:

« **Art. 2.** La société a pour objet l'exploitation:

- a) d'une boutique de vêtements pour hommes et dames ainsi que les retouches vestimentaires;
- b) d'un café avec débit de boissons alcoolisées et non alcoolisées et petite restauration.

La société est autorisée à contracter des emprunts pour son propre compte et à accorder tous cautionnements ou garanties.

Elle pourra accomplir toutes opérations financières, commerciales, industrielles, mobilières et immobilières, pouvant se rattacher directement ou indirectement à son objet ou à tout objet similaire ou connexe.»

La comparante déclare, en application de la loi du 12 novembre 2004, telle qu'elle a été modifiée par la suite, être le bénéficiaire réel de la société faisant l'objet des présentes et agir pour son propre compte et certifie que la société ne se livre pas et ne s'est pas livrée pas à des activités constituant une infraction visée aux articles 506-1 du Code Pénal et 8-1 de la loi modifiée du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie (blanchiment) ou des actes de terrorisme tels que définis à l'article 135-1 du Code Pénal (financement du terrorisme).

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, incombant à la société et mis à sa charge en raison des présentes, sont estimés à environ mille euros (€ 1.000,-).

DONT ACTE, fait et passé à Bascharage en l'étude, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite à la comparante, celle-ci a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: FURTADO SILVA VIEIRA, A. WEBER.

Enregistré à Capellen, le 17 décembre 2012. Relation: CAP/2012/4845. Reçu soixante-quinze euros (75,- €).

Le Receveur (signé): NEU.

Pour expédition conforme, délivrée à la société sur demande, aux fins de dépôt au Registre de Commerce et des Sociétés.

Bascharage, le 27 décembre 2012.

Alex WEBER.

Référence de publication: 2013022664/54.

(130001684) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 janvier 2013.

Phoenix III Mixed O, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1246 Luxembourg, 2A, rue Albert Borschette.

R.C.S. Luxembourg B 108.723.

Extrait des résolutions des associés de la Société

Il résulte des décisions prises par les associés de la Société en date du 3 janvier 2013 qu'ont été acceptés:

- la démission de M. Matthias Sprenker en tant que gérant de la Société avec effet à partir de ce jour;
- la nomination de Mme. Habiba Boughaba, née le 6 septembre 1973 à Charleville-Mézières, France, résidant professionnellement au 2a, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg en tant que gérant de la Société pour une durée indéterminée avec effet immédiat;
- la nomination de M. Cliff Langford, né le 28 mars 1957 à Londres, Royaume-Uni, résidant professionnellement au 2a, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg en tant que gérant de la Société pour une durée indéterminée avec effet immédiat;
- la nomination de M. Renaud Labye, né le 11 septembre 1977 à Liège, Belgique, résidant professionnellement au 2a, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg en tant que gérant de la Société pour une durée indéterminée avec effet immédiat;

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 4 janvier 2013.

Habiba Boughaba

Mandataire

Référence de publication: 2013004820/24.

(130004428) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 janvier 2013.

Protec MBV S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4830 Rodange, 41, route de Longwy.

R.C.S. Luxembourg B 93.754.

Im Jahre zweitausendzwoölf, den einundzwanzigsten Dezember.

Vor dem unterzeichneten Notar Pierre PROBST, mit dem Amtssitz zu Ettelbruck.

Ist erschienen:

Herr Erwin Mockels, Geschäftsführer, geboren am 26. Juli 1961 in Sankt Vith, wohnhaft in L-8323 Capellen, 24, avenue Grand-Duc Jean,

Welcher Komparent den instrumentierenden Notar ersucht, seine Erklärungen folgendermassen zu beurkunden:

A. Der Komparent ist der alleinige Gesellschafter der Gesellschaft mit beschränkter Haftung Protec MBV S.à r.l., (matr: 2001 24 05 732) mit Sitz in L-9991 Weiswampach, Gruuss Strooss 13, eingetragen im Handelsregister beim Bezirksgericht Luxemburg unter Sektion B und der Nummer 93.754,

- gegründet gemäss Urkunde, aufgenommen durch den Notar Marc Cravatte, mit dem damaligen Amtssitz zu Ettelbruck, am 4. April 2001, veröffentlicht im Mémorial, Recueil Spécial des Sociétés et Associations C Nummer 1157 vom 13. Dezember 2001,

B. Alsdann erklärt der Komparent sich zu einer ausserordentlichen Generalversammlung einzufinden, zu welcher er sich als ordentlich einberufen betrachtet mit folgender Tagesordnung:

Tagesordnung

1. - Verlegung des Gesellschaftssitzes von L-9991 Weiswampach, Gruuss Strooss 13 nach L-4830 Rodange, 41, route de Longwy

2. - Infolgedessen Abänderung des Artikels 3 der Satzung wie folgt:

Art. 3. Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in Rodange. Er kann durch einfache Entscheidung der Geschäftsführung in eine andere Ortschaft des Grossherzogtums Luxemburg verlegt werden.

Die Gesellschaft kann Filialen im In- und Ausland errichten.

Kosten und Honorare.

Die Kosten und Honorare der gegenwärtigen Urkunde sind zu Lasten der Gesellschaft und werden abgeschätzt auf 550.- €.

Worüber Urkunde, Aufgenommen in Ettelbruck, in der Amtsstube des amtierenden Notars, Datum wie eingangs erwähnt.

Und nach Vorlesung an den Komparenten, dem Notar nach Namen, gebräuchlichen Vornamen, sowie Stand und Wohnort bekannt, hat derselbe mit dem unterzeichnenden Notar gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Gezeichnet: Erwin MOCKELS, Pierre PROBST.

Enregistré à Diekirch, le 28 décembre 2012. Relation: DIE/2012/15461. Reçu soixante-quinze euros 75,00.-€.

Le Receveur pd (signé): Recken.

FUER GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG, der Gesellschaft auf Begehrt und zum Zwecke der Veröffentlichung im Memorial erteilt.

Ettelbruck, den 9. Januar 2013.

Référence de publication: 2013004826/41.

(130004530) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 janvier 2013.

Manoir Kasselslay Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9769 Roder, Maison 21.

R.C.S. Luxembourg B 102.515.

L'an deux mille douze, le vingt-huit décembre.

Pardevant Maître Martine WEINANDY, notaire de résidence à Clervaux.

a comparu:

Madame Maryse HACART, gérante, née à Wiltz, le 12 juin 1967, demeurant à L-9769 Roder, maison 21;

Seule associée et gérante de la société à responsabilité limitée MANOIR KASSESLAY s.à r.l. (2001 2404 523)

avec siège social à L-9769 Roder, maison 21,

constituée suivant acte reçu par Maître Léonie Grethen, alors notaire de résidence à Rambrouch, en date du 16 mars 2001, publié au Mémorial C en date du 03 novembre 2001, numéro 955, page 45.803, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B102515;

Que l'ordre du jour est conçu comme suit:

1. Augmentation du capital social par incorporation d'avances associées;
2. Modification de la valeur nominale des parts
3. Modification subséquente de l'article 5 des statuts.
4. Divers.

L'associée a ensuite abordé l'ordre du jour et a pris les résolutions suivantes:

Première résolution

Le capital social est augmenté à concurrence de DEUX CENT SOIXANTE-CINQ MILLE EUROS (265.000,00.-€) pour le porter de son montant actuel de DOUZE MILLE CINQ CENT (12.500,00.-0 à DEUX CENT SOIXANTE-DIX-SEPT MILLE CINQ CENT EUROS (277.500.-€) par incorporation d'avances associée.

Le montant de DEUX CENT SOIXANTE-CINQ MILLE EUROS (265.000,00.-€) est à la disposition de la société, tel que ceci découle du certificat établi par Monsieur Jean REUTER, réviseur d'entreprises, demeurant à L-1445 Luxembourg-Strassen, 3, rue Thomas Edison et d'une balance générale au 30 septembre 2012 établie par Monsieur Jean REUTER, prénommé, dont des copies restent annexées au présent acte pour être enregistrées avec lui.

Deuxième résolution

L'associée a décidé de modifier la valeur nominale des parts sociales. Chaque part a une valeur de DEUX MILLE SEPT CENT SOIXANTE-QUINZE MILLE EUROS (2.775,00.€).

Troisième et Dernière résolution

Suite aux résolutions qui précèdent l'article 5 des statuts est modifié pour avoir la teneur suivante:

" **Art. 5.** Le capital social de la société est fixé à deux cent soixante-dix-sept mille cinq cent Euros (277.500,00.-0 divisé en cent (100) parts sociales d'une valeur nominale de deux mille sept cent soixante-quinze mille euros (2.775,00.-0 chacune.

Chaque part donne droit à une part proportionnelle dans la distribution des bénéfices, ainsi que dans le partage de l'actif net en cas de dissolutions."

Tous les frais et honoraires du présent acte, se chiffrant à approximativement DEUX MILLE SEPT CENT CINQUANTE EUROS (2.750,00.-0, incombent à la société.

DONT ACTE, fait et passé à Clervaux, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, tous connus du notaire instrumentaire par nom, prénom usuel, état et demeure, ils ont tous signé avec le notaire le présent acte.

Signé: Hacart, Martine Weinandy.

Enregistré à Clervaux, le 03 janvier 2013. Relation: CLE/2013/13. Reçu sept cent quarante euros quatre-vingt-deux cents. 308.675,96.-€ à 0,20% = 617,35.-€ +2/10 =123,47.-€ = 740,82.-€.

Le Receveur (signé): Rodenbour C.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de dépôt au Registre aux Firmes.

Clervaux, le 07 janvier 2013.

Martine WEINANDY.

Référence de publication: 2013005081/51.

(130004968) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 janvier 2013.

CHRISTIAN, société à responsabilité limitée, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9990 Weiswampach, 14, Duarrefstrooss.

R.C.S. Luxembourg B 99.409.

L'an deux mille treize.

Le trois janvier.

Par-devant Maître Henri BECK, notaire de résidence à Echternach (Grand-Duché de Luxembourg).

A comparu:

Monsieur Serge CHRISTIAN, gérant, demeurant à B-4950 Faymonville, 17A, rue Saint Hubert.

Lequel comparant a exposé au notaire et l'a prié d'acter ce qui suit:

Qu'il est l'associé unique de la société à responsabilité limitée CHRISTIAN, société à responsabilité limitée, ayant son siège social à L-9990 Weiswampach, 14, Duarrefstrooss, inscrite au registre de commerce et des sociétés à Luxembourg sous le numéro B 99.409 (NIN 1988 2400 045),

constituée suivant acte reçu par le notaire Marc CRAVATTE, alors de résidence à Ettelbruck en date du 5 janvier 1988, publié au Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations numéro 82 du 28 mars 1988, et dont les statuts ont été modifiés comme suit:

- suivant acte reçu par ledit notaire Marc CRAVATTE, en date du 22 avril 1988, publié au Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations numéro C 184 du 07 juillet 1988,

- suivant acte reçu par ledit notaire Marc CRAVATTE, en date du 04 juillet 1988, publié au Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations numéro 256 du 27 septembre 1988,

- suivant acte reçu par le notaire Tom METZLER, de résidence à Luxembourg-Bonnevoie en date du 6 décembre 1989, publié au Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations numéro 153 du 9 mai 1990,

- suivant acte reçu par ledit notaire Tom METZLER, en date du 12 novembre 1991, publié au Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations numéro 168 du 28 avril 1992,

- suivant acte reçu par le notaire Marc CRAVATTE, alors de résidence à Ettelbruck en date du 23 novembre 1994, publié au Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations numéro 91 du 6 mars 1995,

Le capital social de la société s'élève au montant de DOUZE MILLE TROIS CENT QUATRE-VINGT QUATORZE EUROS ET SOIXANTE HUIT CENTS (€ 12.394,68.-), représenté par CINQ CENTS (500) parts sociales.

Que suite à une convention de cession de parts sociales sous seing privé du 15 mai 2006, laquelle convention, après avoir été paraphée "ne varietur" par le comparant et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement, toutes les parts sociales ont été attribuées à Monsieur Serge CHRISTIAN.

Ensuite l'associé unique a pris les résolutions suivantes:

Première résolution

L'associé unique décide de dissoudre la société CHRISTIAN, société à responsabilité limitée et de la mettre en liquidation à partir de ce jour.

Deuxième résolution

L'associé unique décide de nommer comme liquidateur de la société: Monsieur Serge CHRISTIAN, employé privé, né à Waimes (Belgique), le 18 août 1965, demeurant à B-4950 Faymonville, 17A, rue Saint Hubert.

Le liquidateur aura les pouvoirs les plus étendus pour l'exercice de sa mission, notamment ceux prévus par les articles 144 et suivants de la loi sur les sociétés commerciales

DONT ACTE, fait et passé à Echternach, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, connu du notaire instrumentant d'après ses nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: S. CHRISTIAN, Henri BECK.

Enregistré à Echternach, le 4 janvier 2013. Relation: ECH/2013/56. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): J.-M. MINY.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à demande, aux fins de dépôt au registre de commerce et des sociétés.

Echternach, le 10 janvier 2013.

Référence de publication: 2013005241/52.

(130005855) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 janvier 2013.

EGHAM S.A., société de gestion de patrimoine familial, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 5, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 98.036.

—
L'an deux mille douze le vingt décembre

Par devant Maître Joseph Elvinger notaire de résidence à Luxembourg, soussigné.

Se réunit une assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme Egham S.A., société de gestion de patrimoine familial ayant son siège social à Luxembourg, 5, boulevard Royal, R.C.S. Luxembourg section B numéro 98036 constituée suivant acte reçu le 23 décembre 2003 publié au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations numéro 128 du 31 janvier 2004 et dont les statuts ont été modifiés pour la dernière fois suivant acte reçu le 14 décembre 2010 publié au Mémorial C numéro 444 du 8 mars 2011.

L'assemblée est présidée par Madame Béatriz Garcia, demeurant professionnellement à Luxembourg.

Le président désigne comme secrétaire et l'assemblée choisit comme scrutateur Madame Colette Wohl, demeurant professionnellement à Luxembourg.

Le président prie le notaire d'acter que:

I.- Les actionnaires présents ou représentés et le nombre d'actions qu'ils détiennent sont renseignés sur une liste de présence. Cette liste et les procurations, une fois signées par les comparants et le notaire instrumentant, resteront ci-annexées pour être enregistrées avec l'acte.

II.- Il ressort de la liste de présence que les trois mille cent (3100) actions représentant l'intégralité du capital social sont représentées à la présente assemblée générale extraordinaire, de sorte que l'assemblée peut décider valablement sur tous les points portés à l'ordre du jour, dont les actionnaires ont été préalablement informés.

III.- L'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

19111

Ordre du jour:

- 1- Suppression de la possibilité d'établir les actions en titres au porteur.
- 2- Modification subséquente de l'article 5 des statuts.

Ces faits exposés et reconnus exacts par l'assemblée, les actionnaires décident ce qui suit à l'unanimité:

Résolution unique:

L'assemblée décide de supprimer la possibilité d'établir des actions de la société sous forme de titres au porteur.

L'assemblée décide de détruire tous les titres au porteur en circulation et donne pouvoir aux administrateurs afin de procéder aux écritures qui s'imposent dans le registre d'actionnaire.

L'assemblée décide en conséquence de modifier le deuxième alinéa de l'article 5 des statuts comme suit: "Les actions sont et resteront nominatives."

Frais:

Les frais, dépenses, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit, incombant à la société et mis à sa charge en raison des présentes, sont évalués sans nul préjudice à la somme de huit cent cents Euro.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

DONT ACTE, passé à Luxembourg, les jour, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite aux comparants, ils ont tous signé avec Nous notaire la présente minute.

Signé: B.GARCIA, C.WOHL, J.ELVINGER.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils le 27 décembre 2012. Relation: LAC/2012/62334. Reçu soixante quinze euros (EUR 75,-).

Le Receveur (signé): I.THILL.

Référence de publication: 2013005306/46.

(130005441) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 janvier 2013.

F. Peeraer & Cie, Société en Commandite simple.

Siège social: L-4740 Pétange, 5, rue Prince Jean.
R.C.S. Luxembourg B 174.043.

—
STATUTS

1. Les associés. Monsieur Frank Peeraer, né à Deurne (Belgique), le 11 septembre 1963, demeurant au 69 Prins Boudewijnlaan, 2970 Schilde (Belgique)

Mademoiselle Amber Peeraer, née à Brasschaat (Belgique), le 13 octobre 1998, demeurant au 69 Prins Boudewijnlaan, 2970 Schilde (Belgique)

Mademoiselle Merel Peeraer, née à Brasschaat (Belgique), le 20 avril 2001, demeurant au 69 Prins Boudewijnlaan, 2970 Schilde (Belgique)

2. L'objet social.

- L'objet de la Société est la perception de commissions, la gestion de son propre patrimoine et la gestion des participations.

- La Société peut emprunter, sous quelque forme que ce soit, excepté par voie d'offre publique.

- La Société peut généralement employer toutes techniques ou instruments relatifs à ses investissements aptes à réaliser une gestion efficace de ceux-ci y compris toutes techniques ou instruments aptes à protéger la Société contre les risques de crédits, cours de change, taux d'intérêts et autres risques.

- La Société peut acquérir, transférer et gérer toute sorte d'immeuble dans tous pays ou louer.

- La Société peut accomplir toutes opérations financières ou autres se rapportant à ses biens meubles ou immeubles, directement ou indirectement liées à son objet.

L'énumération qui précède est purement énonciative et non limitative, voir article 4. de l'acte constitutif.

3. Le siège social. Le siège social de la Société est établi au 5, Rue Prince Jean à 4740 Pétange et peut être transféré en tout autre endroit du Grand Duché de Luxembourg ou provisoirement à l'étranger selon l'article 2. de l'acte constitutif.

4. Gérance. La Société est gérée par l'Associé Commandité: Monsieur Frank Peeraer.

La Société est engagée par la seule signature de son Associé Commandité ou, en cas de pluralité d'Associés Commandités, par la seule signature de l'un quelconque des Associés Commandités ou par la seule signature de toute personne à laquelle le pouvoir de signer pour la Société a été valablement conféré par les Associés Commandités conformément à l'article 9.1. de l'acte constitutif.

5. Pouvoirs du gérant.

- L'Associé Commandité est responsable personnellement indéfiniment et solidairement des engagements sociaux n'étant pas couverts par les actifs de la Société.

- L'Associé Commandité a le pouvoir de mener et approuver tous actes et opérations nécessaires ou utiles à la réalisation des objets de la Société, y compris, pour autant que de besoin, la façon dont les résultats d'une entité affiliée sont affectées.

- Sous réserve du dernier point ci-dessous, l'Associé Commandité peut à tout moment nommer un ou plusieurs agents ad hoc en vue de l'accomplissement de tâches spécifiques. L'Associé Commandité déterminera les pouvoirs et rémunération (le cas échéant) de ces agents, la durée de leurs mandats et toute autre condition du mandat. Le(s) mandataire(s) ainsi nommé(s) est/sont révocable(s) ad nutum par décision de l'Associé Commandité.

- La nomination de(s) mandataire(s) conformément au point ci-dessus n'aura pas d'effet sur la responsabilité illimitée de l'Associé Commandité.

- L'Associé Commanditaire n'a aucune autorité ou pouvoir d'agir comme mandataire de la Société ou de l'Associé Commandité de la Société.

6. Capital social. Le capital souscrit de la Société est fixé à un montant de Dix Mille Euros (10.000-EUR) représenté par Dix Mille (10.000) Parts de Un Euro (1-EUR) chacune dont:

- Cinq Mille (5000) Parts de Un Euro (1-EUR) détenues par l'associé commanditaire: Mademoiselle Amber Peeraer

- Cinq Mille (5000) Parts de Un Euro (1-EUR) détenues par l'associé commanditaire: Mademoiselle Merel Peeraer

Les Parts n'ont pas été libérées le jour de la constitution.

7. Durée. La Société est constituée à la date du 7 janvier 2013 pour une période indéterminée.

Signatures.

Référence de publication: 2013005321/53.

(130005031) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 janvier 2013.

Lacidem Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 5.000.000,00.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 107.321.

CLÔTURE DE LIQUIDATION

Extract of the resolutions taken at the extraordinary general meeting of the Sole Shareholder of 28 December 2012

1. The liquidation of Lacidem Luxembourg S.à r.l. (formerly BSN medical Luxembourg Holding S.à r.l.) is closed.

2. All legal documents of the company will be kept during the legal period of five years at the registered office.

Suit la traduction de ce qui précède

Extrait des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Extraordinaire de l'actionnaire unique du 28 décembre 2012

1. La liquidation de la société Lacidem Luxembourg S.à r.l. (anciennement BSN medical Luxembourg Holding S.à r.l.) est clôturée.

2. Les livres et documents sociaux sont déposés au siège social de la société et y seront conservés pendant cinq ans au moins.

Luxembourg.

Pour extrait sincère et conforme

Lacidem Luxembourg S.à r.l.

Référence de publication: 2013005450/21.

(130005956) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 janvier 2013.

Abante Global Funds, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7A, rue Robert Stümper.

R.C.S. Luxembourg B 175.074.

STATUTES

In the year two thousand and thirteen, on the seventh day of February.

Before us Maître Gérard LECUIT, notary residing in Luxembourg.

There Appeared:

Abante Asesores Gestion SGIIC, S.A., incorporated under the laws of Spain and having its registered office at C/Padilla, 32 ES-28006 Madrid,

here represented by Ms Martine VERMEERSCH, Funds Legal adviser, residing professionally in Luxembourg,

by virtue of proxy given on 5 February 2013, which, after having been signed *ne varietur* by the proxyholder of the appearing party and the notary, will remain attached to the present deed in order to be registered with it.

Such appearing party, acting in the hereabove stated capacity, has requested the notary to inscribe as follows the Articles of Incorporation of a société anonyme:

Title I. Name - Registered office - Duration - Purpose

Art. 1. Name. There exists among the subscriber and all those who may become owners of shares hereafter issued, a public limited company (société anonyme) qualifying as an investment company with variable share capital (société d'investissement à capital variable) under the name of "ABANTE GLOBAL FUNDS" (hereinafter the "Company").

Art. 2. Registered Office. The registered office of the Company is established in Luxembourg City, Grand Duchy of Luxembourg. Branches, subsidiaries or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a decision of the board of directors.

The registered office may be transferred within the town of Luxembourg by a decision of the board of directors.

In the event that the board of directors determines that extraordinary political, social or military events have occurred or are imminent which would interfere with the normal activities of the Company at its registered office or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such provisional measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding such temporary transfer, shall remain a Luxembourg corporation.

Art. 3. Duration. The Company is established for an unlimited period of time.

Art. 4. Purpose. The exclusive purpose of the Company is to invest the funds available to it in transferable securities and/or in other permitted assets eligible for an undertaking for collective investment under Part I of the law of 17 December 2010 relating to undertakings for collective investment, as it may be amended from time to time (hereinafter the "Law of 2010"), with the purpose of spreading investment risks and affording its shareholders the results of the management of its assets.

The Company may take any measures and carry out any transaction which it may deem useful for the fulfilment and development of its purpose to the largest extent permitted under Part I of the Law of 2010.

Title II. Share capital - Shares - Net asset value

Art. 5. Share Capital - Classes/Categories of Shares. The capital of the Company shall be represented by fully paid up shares of no par value and shall at any time be equal to the total net assets of the Company pursuant to Article 11 hereof. The minimum capital shall be as provided by law, i.e. one million two hundred and fifty thousand Euro (EUR 1,250,000.-) or the equivalent. Such minimum capital must be reached within a period of six months after the date on which the Company has been authorised as an undertaking for collective investment under Luxembourg law. The initial capital is thirty one thousand Euro (EUR 31,000.-) represented by three thousand one hundred (3,100) fully paid up shares without par value.

The shares to be issued pursuant to Article 7 hereof may, as the board of directors shall determine, be of different classes or categories of shares. The proceeds of the issue of each class or category of shares shall be invested in transferable securities and/or other permitted assets pursuant to the investment policy determined by the board of directors for the Sub-Fund (as defined hereinafter) established in respect of the relevant class/category or classes/categories of shares, subject to the investment restrictions provided by law or determined by the board of directors.

The board of directors shall establish a portfolio of assets constituting a sub-fund (individually a "Sub-Fund", collectively the "Sub-Funds") within the meaning of Article 181 of the Law of 2010 corresponding to one or several classes and/or categories of shares in the manner described in Article 11 hereof. The Company constitutes one single legal entity. However, each portfolio of assets shall be invested for the exclusive benefit of the relevant Sub-Fund. In addition, each Sub-Fund shall only be responsible for the liabilities which are attributable to such Sub-Fund.

The consolidated accounts of the Company, all Sub-Funds combined, shall be expressed in the reference currency of the share capital of the Company, i.e. the Euro ("EUR").

For the purpose of determining the capital of the Company, the net assets attributable to each class/category of shares shall, if not expressed in EUR, be converted into EUR and the capital shall be the total of the net assets of all the classes/categories of shares. When the context so requires references in these Articles to Sub-Funds shall mean references to class(es)/category(ies) of shares and vice-versa.

Art. 6. Form of Shares.

(1) The board of directors shall determine whether the Company shall issue shares in bearer and/or in registered form. This decision will be reflected in the sales documents for the shares of the Company.

All issued registered shares of the Company shall be registered into the register of shareholders which shall be kept by the Company or by one or more persons designated thereto by the Company, and such register shall contain the name of each owner of registered shares, his residence or elected domicile as indicated to the Company and the number and class/category of registered shares held by him.

The inscription of the shareholder's name into the register of shareholders evidences his right of ownership on such registered shares. The Company shall decide whether a certificate for such inscription shall be delivered to the shareholder or whether the shareholder shall receive a written confirmation of his shareholding.

If bearer shares are issued, they will be issued on a dematerialised basis and deposited in a securities account maintained in the name of the holder of such shares with a recognized account holder or a provider of settlement services (hereinafter the "dematerialised shares"). Share certificates may alternatively be issued for bearer shares at the expense of their holder.

If dematerialised shares are issued, registered shares may be converted into dematerialised shares and dematerialised shares may be converted into registered shares at the request of the holder of such shares. A conversion of registered shares into dematerialised shares will be effected by cancellation of the registered share certificate, if any, and by an entry in a securities account maintained in the name of the holder of such shares or by the issue of bearer share certificates in lieu thereof, and an entry shall be made into the register of shareholders to evidence such cancellation. A conversion of dematerialised shares into registered shares will be effected by cancellation of the dematerialised shares position in the securities account maintained in the name of the holder of such shares or by cancellation of the bearer share certificates, and, if applicable, by issuance of a registered share certificate in lieu thereof, and an entry shall be made into the register of shareholders to evidence such issuance. At the option of the board of directors, the costs of any such conversion may be charged to the shareholder requesting it.

(2) If dematerialised shares are issued, transfer of dematerialised shares shall be effected by booking the appropriate movements on the securities accounts maintained in the name of the successive holders of such shares. If bearer share certificates are issued, transfer shall be effected upon delivering the certificate or certificates representing such shares to the transferee. Transfer of registered shares shall be effected (i) if share certificates have been issued, upon delivering the certificate or certificates representing such shares to the Company along with other instruments of transfer satisfactory to the Company and (ii) if no share certificates have been issued, by a written declaration of transfer in the register of shareholders, dated and signed by the transferor and the transferee, or by persons holding suitable powers of attorney. Any transfer of registered shares shall be entered into the register of shareholders; such inscription shall be signed by one or more directors or officers of the Company or by one or more other persons duly authorized thereto by the board of directors.

(3) Shareholders entitled to receive registered shares shall provide the Company with an address to which all notices and announcements may be sent. Such address will also be entered into the register of shareholders.

In the event that a shareholder does not provide an address, the Company may permit a notice to this effect to be entered into the register of shareholders and the shareholder's address will be deemed to be at the registered office of the Company, or at such other address as may be so entered into by the Company from time to time, until another address shall be provided to the Company by such shareholder. A shareholder may, at any time, change his address as entered into the register of shareholders by means of a written notification to the Company at its registered office, or at such other address as may be set by the Company from time to time.

(4) If any shareholder can prove to the satisfaction of the Company that his share certificate has been mislaid, mutilated or destroyed, then, at his request, a duplicate share certificate may be issued under such conditions and guarantees, including but not restricted to a bond issued by an insurance company, as the Company may determine. At the issuance of the new share certificate, on which it shall be recorded that it is a duplicate, the original share certificate in replacement of which the new one has been issued shall become void.

Mutilated share certificates may be cancelled by the Company and replaced by new certificates.

The Company may, at its election, charge to the shareholder the costs of a duplicate or of a new share certificate and all reasonable expenses incurred by the Company in connection with the issue and registration thereof or in connection with the annulment of the original share certificate.

(5) The Company recognizes only one single owner per share. If one or more shares are jointly owned or if the ownership of such share(s) is disputed, all persons claiming a right to such share(s) have to appoint one single attorney to represent such share(s) towards the Company. The failure to appoint such attorney implies a suspension of all rights attached to such share(s).

(6) The Company may decide to issue fractional shares up to three decimals. Such fractional shares shall not be entitled to vote but shall be entitled to participate in the distributions and/or net assets attributable to the relevant class/category of shares on a pro rata basis.

Art. 7. Issue of Shares. The board of directors is authorized without limitation to issue an unlimited number of fully paid up shares at any time without reserving the existing shareholders a preferential right to subscribe for the shares to be issued.

The board of directors may impose restrictions on the frequency at which shares shall be issued in any class/category of shares or Sub-Fund. The board of directors may further impose minimum amounts of subscriptions as provided for in the sales documents for the shares of the Company, as the case may be.

Whenever the Company offers shares for subscription, the price per share at which such shares are offered shall be based on the net asset value per share of the relevant class/category of shares within the relevant Sub-Fund, as determined in compliance with the provisions of Article 11 hereof as of such Valuation Day (as defined in Article 12 hereof) as is determined in accordance with such policy as the board of directors may from time to time determine. Such price may be increased by the applicable sales commissions, as approved from time to time by the board of directors. The price so determined shall be payable within a maximum period as provided for in the sales documents for the shares and which shall not exceed seven Luxembourg bank business days after the relevant Valuation Day.

The board of directors may delegate to any director, manager, officer or other duly authorized agent the power to accept subscriptions, to receive payment of the price of the new shares to be issued and to deliver them.

If subscribed shares are not paid for, the Company may cancel their issue whilst retaining the right to claim its issue fees and commissions.

The Company may agree to issue shares as consideration for a contribution in kind of transferable securities and/or other permitted assets, in compliance with the conditions set forth by Luxembourg law, in particular the obligation for the independent auditor of the Company to deliver a valuation report and provided that such assets comply with the investment policy and restrictions of the relevant Sub-Fund as described in the sales documents for the shares of the Company. Any costs incurred in connection with a contribution in kind of assets shall be borne by the relevant shareholders.

Subscription requests may be suspended under the terms and in accordance with the provisions of Article 12 hereof.

Art. 8. Redemption of Shares. Any shareholder may request the redemption of all or part of his shares by the Company, under the terms and procedures set forth by the board of directors in the sales documents for the shares of the Company and within the limits provided by law and these Articles.

The redemption price per share shall be paid within a maximum period as provided for in the sales documents for the shares of the Company and which shall not exceed seven Luxembourg bank business days after the relevant Valuation Day, provided that the share certificates, if any, and the transfer documents have been received by the Company.

If as a result of any request for redemption, the aggregate net asset value of the shares held by any shareholder in any class/category of shares or in any Sub-Fund would fall below the minimum amount determined by the board of directors, then the Company may decide that this request be treated as a request for redemption for the full balance of such shareholder's holding of shares in such class/category of shares or Sub-Fund.

Further, if on any given Valuation Day redemption requests pursuant to this Article and conversion requests pursuant to Article 9 hereof exceed a certain level determined by the board of directors in relation to the net asset value of a specific class/category of shares or Sub-Fund, the board of directors may decide that all or part, on a pro rata basis for each shareholder asking for the redemption or conversion of his shares, of such requests for redemption or conversion will be deferred for a period and in a manner that the board of directors considers to be in the best interests of the Company.

Under special circumstances including, but not limited to, default or delay in payments due to the relevant Sub-Fund from banks or other entities, the Company may, in turn, delay all or part of the payment to shareholders requesting redemption of shares in the Sub-Fund concerned. The right to obtain redemption is contingent upon the Sub-Fund having sufficient liquid assets to honour redemptions.

The redemption price shall be based on the net asset value per share of the relevant class/category of shares within the relevant Sub-Fund, as determined in compliance with the provisions of Article 11 hereof, less such charges and commissions (if any) at the rate provided for in the sales documents for the shares of the Company. The relevant redemption price may be rounded up or down to the nearest cent of the relevant currency as the board of directors shall determine.

The Company may agree to deliver transferable securities and/or other permitted assets against a request for redemption in kind, provided that the relevant shareholder formally agrees to such delivery, and that all provisions of the Luxembourg law have been respected, and in particular the obligation for the independent auditor of the Company to deliver a valuation report. The value of such assets shall be determined according to the principles applied for the calculation of the net asset value per share. The board of directors must make sure that the redemption of such assets shall not be detrimental to the other shareholders. Any costs incurred in connection with a delivery in kind of assets shall be borne by the relevant shareholders.

Further, redemption of shares may be carried out in accordance with the terms of Article 24 hereof.

Redemption requests may be suspended under the terms and in accordance with the provisions of Article 12 hereof.

All redeemed shares shall be cancelled.

Art. 9. Conversion of Shares. Any shareholder may request the conversion of all or part of his shares of one class/category of shares into shares of another class/category of shares, within the same Sub-Fund or from one Sub-Fund to another Sub-Fund.

The price for the conversion of shares from one class/category of shares into another class/category of shares shall be computed by reference to the respective net asset value of the two classes/categories of shares, calculated as of the Valuation Day following receipt of the documents as expected in case of redemptions.

The board of directors may set restrictions as to the frequency, terms and conditions of conversions and subject them to the payment of such charges and commissions as it shall determine.

If as a result of any request for conversion, the aggregate net asset value of the shares held by any shareholder in any class/category of shares or in any Sub-Fund would fall below the minimum amount determined by the board of directors, then the Company may decide that this request be treated as a request for conversion for the full balance of such shareholder's holding of shares in such class/category of shares or Sub-Fund.

The shares which have been converted into shares of another class/category of shares shall be cancelled.

Conversion requests may be suspended under the terms and in accordance with the provisions of Article 12 hereof.

Art. 10. Restrictions on Ownership of Shares. The Company may restrict or prevent the ownership of shares in the Company by any person, firm or corporate body, if in the opinion of the Company such holding may be detrimental to the Company, if it may result in a breach of any law or regulation, whether Luxembourg or foreign, or if as a result thereof the Company may become subject to laws other than those of the Grand Duchy of Luxembourg (including but without limitation tax laws).

Specifically, but without limitation, the Company may restrict the ownership of shares in the Company by any U.S. person, as defined in this Article, and for such purposes the Company may:

A.- decline to issue any shares and decline to register any transfer of a share, where it appears to it that such registry or transfer would or might result in legal or beneficial ownership of such shares by a U.S. person; and

B.- at any time require any person whose name is entered into, or any person seeking to register the transfer of shares into the register of shareholders, to furnish it with any information, supported by affidavit, which it may consider necessary for the purpose of determining whether or not beneficial ownership of such shareholder's shares rests in a U.S. person, or whether such registry will result in beneficial ownership of such shares by a U.S. person; and

C.- decline to accept the vote of any U.S. person at any meeting of shareholders of the Company; and

D.- where it appears to the Company that any U.S. person either alone or in conjunction with any other person is a beneficial owner of shares, direct such shareholder to sell his shares and to provide to the Company evidence of the sale within thirty (30) days of the notice. If such shareholder fails to comply with the direction, the Company may compulsorily redeem or cause to be redeemed from any such shareholder all shares held by such shareholder in the following manner:

(1) The Company shall serve a second notice (the "purchase notice") upon the shareholder holding such shares or appearing in the register of shareholders as the owner of the shares to be purchased, specifying the shares to be purchased as aforesaid, the manner in which the purchase price will be calculated and the name of the purchaser.

Any such notice may be served upon such shareholder by posting the same in a prepaid registered envelope addressed to such shareholder at his last address known to or appearing in the books of the Company. The said shareholder shall thereupon forthwith be obliged to deliver to the Company the share certificate or certificates representing the shares specified in the purchase notice.

Immediately after the close of business on the date specified in the purchase notice, such shareholder shall cease to be the owner of the shares specified in such notice and, (i) in the case of registered shares, his name shall be removed from the register of shareholders and the registered share certificate(s) representing such share(s), if any, will be cancelled, (ii) in the case of bearer shares, the share certificate(s) representing such shares shall be cancelled, and (iii) in the case of dematerialised shares, his position in the relevant securities account shall be cancelled.

(2) The price at which each such share is to be purchased (the "purchase price") shall be an amount equal to the net asset value per share of the relevant class/category of shares as at the Valuation Day specified by the board of directors for the redemption of shares in the Company immediately preceding the date of the purchase notice or next succeeding the surrender of the share certificate or certificates representing the shares specified in such notice, whichever is lower, all as determined in accordance with Article 8 hereof, less any service charge provided therein.

(3) Payment of the purchase price will be made available to the former owner of such shares normally in the currency fixed by the board of directors for the payment of the redemption price of the shares of the relevant class/category of shares and will be deposited for payment to such owner by the Company with a bank in Luxembourg or elsewhere (as specified in the purchase notice) upon final determination of the purchase price following surrender of the share certificate or certificates specified in such notice. Upon service of the purchase notice as aforesaid such former owner shall have no further interest in such shares or any of them, nor any claim against the Company or its assets in respect thereof, except the right to receive the purchase price (without interest) from such bank following effective surrender of the share certificate or certificates as aforesaid. Any funds receivable by a shareholder under this paragraph, but not collected within a period of five years from the date specified in the purchase notice, may not thereafter be claimed and shall revert to the Sub-Fund relating to the relevant class/category or classes/categories of shares. The board of directors shall have power from time to time to take all steps necessary to perfect such reversion and to authorize such action on behalf of the Company.

(4) The exercise by the Company of the power conferred by this Article shall not be questioned or invalidated in any case, on the ground that there was insufficient evidence of ownership of shares by any person or that the true ownership of any shares was otherwise than appeared to the Company at the date of any purchase notice, provided in such case the said powers were exercised by the Company in good faith.

Whenever used in these Articles, the term "U.S. person" means a citizen or resident of, or a company or partnership organized under the laws of or existing in any state, commonwealth, territory or possession of the United States of America, or an estate or trust other than an estate or trust the income of which from sources outside the United States of America is not includible in gross income for purpose of computing United States income tax payable by it.

Art. 11. Calculation of Net Asset Value per Share. The net asset value per share of each class/category of shares in respect of each Sub-Fund or of each Sub-Fund shall be expressed in the reference currency (as defined in the sales documents for the shares of the Company) of the relevant class/category of shares or Sub-Fund and shall be determined as of any Valuation Day by dividing the net assets of the Company attributable to each class/category of shares in that Sub-Fund or to each Sub-Fund (being the value of the portion of assets less the portion of liabilities attributable to such class/category of shares or to such Sub-Fund on any such Valuation Day), as determined in accordance with applicable generally accepted Luxembourg accounting principles and with the valuation rules set forth below, by the total number of shares in the relevant class/category of shares in a Sub-Fund or in the relevant Sub-Fund then outstanding. The net asset value per share may be rounded up or down to the nearest unit of the relevant reference currency as the board of directors shall determine.

If, since the time of determination of the net asset value per share on the relevant Valuation Day, there has been a material change in the quotations in the markets on which a substantial portion of the investments attributable to the relevant class/category of shares in respect of a Sub-Fund or to the relevant Sub-Fund are dealt in or quoted, the Company may, in order to safeguard the interests of the shareholders and the Company, cancel the first valuation and carry out a second valuation. All subscription, redemption and conversion requests shall be treated on the basis of this second valuation.

The valuation of the net asset value of the different classes/categories of shares in respect of any Sub-Fund shall be made in the following manner:

I. The assets of the Company shall include:

- 1) all cash on hand or instructed to be placed on deposit, including any interest accrued or to be accrued thereon;
- 2) all bills and demand notes payable and accounts receivable (including proceeds of securities sold but not delivered);
- 3) all bonds, time notes, certificates of deposit, shares, stocks, debentures, debenture stocks, subscription rights, warrants, options and other securities, financial instruments and similar assets owned or contracted for by the Company (provided that the Company may make adjustments in a manner not inconsistent with paragraph (a) below with regards to fluctuations in the market value of securities caused by trading ex-dividends, ex-rights, or by similar practices);
- 4) all permitted units or shares of other undertakings for collective investment;
- 5) all stock dividends, cash dividends and cash distributions receivable by the Company to the extent information thereon is reasonably available to the Company;
- 6) all interest accrued on any interest-bearing assets owned by the Company except to the extent that the same is included or reflected in the principal amount of such assets;
- 7) the preliminary expenses of the Company, including the cost of issuing and distributing shares of the Company, insofar as the same have not been written off;
- 8) all other permitted assets of any kind and nature including expenses paid in advance.

The value of such assets shall be determined as follows:

(a) The value of any cash on hand or on deposit, bills and demand notes payable and accounts receivable, prepaid expenses, cash dividends and interest declared or accrued as aforesaid and not yet received is deemed to be the full amount thereof, unless in any case the same is unlikely to be paid or received in full, in which case the value thereof is arrived at after making such discount as may be considered appropriate in such case to reflect the true value thereof.

(b) The value of any security or other asset which is quoted or dealt in on a stock exchange will be based on its last available price in Luxembourg on the stock exchange which is normally the principal market for such security.

(c) The value of any security or other asset dealt in on any other regulated market that operates regularly, is recognized and is open to the public (a "Regulated Market") will be based on its last available price in Luxembourg.

(d) In the event that any assets are not listed nor dealt in on any stock exchange or on any other Regulated Market, or if, with respect to assets listed or dealt in on any stock exchange or on any other Regulated Market as aforesaid, the price as determined pursuant to sub-paragraph (b) or (c) is not, in the opinion of the board of directors, representative of the fair market value of the relevant assets, the value of such assets will be based on the reasonably foreseeable sales price determined prudently and in good faith.

(e) Units or shares of undertakings for collective investment will be valued at their last determined and available net asset value or, if such price is not, in the opinion of the board of directors, representative of the fair market value of such assets, then the price shall be determined by the board of directors on a fair and equitable basis.

(f) The liquidating value of futures, spot, forward or options contracts not traded on stock exchanges nor on other Regulated Markets shall mean their net liquidating value determined, pursuant to the policies established by the board of directors, on a basis consistently applied for each different variety of contracts. The liquidating value of futures, spot, forward or options contracts traded on stock exchanges or on other Regulated Markets shall be based upon the last available settlement prices of these contracts on stock exchanges and Regulated Markets on which the particular futures, spot, forward or options contracts are traded by the Company; provided that if a futures, spot, forward or options contract could not be liquidated on the day with respect to which net assets are being determined, the basis for determining the liquidating value of such contract shall be such value as the board of directors may deem fair and reasonable. Swaps will be valued at their market value.

(g) The value of money market instruments not traded on any stock exchanges nor on other Regulated Markets and with a remaining maturity of less than 12 months and of more than 90 days is deemed to be the nominal value thereof, increased by any interest accrued thereon. Money market instruments with a remaining maturity of 90 days or less will be valued by the amortized cost method, which approximates market value.

(h) Interest rate swaps will be valued at their market value established by reference to the applicable interest rates' curve.

(i) All other securities and other assets will be valued at fair market value as determined in good faith pursuant to procedures established by the board of directors.

The value of all assets and liabilities not expressed in the reference currency of a class/category of shares or Sub-Fund will be converted into the reference currency of such class/category of shares or Sub-Fund at the rate of exchange ruling in Luxembourg on the relevant Valuation Day. If such quotations are not available, the rate of exchange will be determined in good faith by or under procedures established by the board of directors.

The board of directors, in its discretion but in accordance with the applicable generally accepted Luxembourg accounting principles, may permit some other methods of valuation to be used if it considers that such valuation better reflects the fair value of any asset of the Company.

II. The liabilities of the Company shall include:

- 1) all loans, bills and accounts payable;
- 2) all accrued interest on loans of the Company (including accrued fees for commitment for such loans);
- 3) all accrued or payable expenses (including administrative expenses, management fees (including advisory and performance fees), custodian fees, and central administration fees);
- 4) all known liabilities, present and future, including all matured contractual obligations for payments of money or property, including the amount of any unpaid dividends declared by the Company;
- 5) an appropriate provision for future taxes based on capital and income to the Valuation Day, as determined from time to time by the Company, and other reserves (if any) authorized and approved by the board of directors, as well as such amount (if any) as the board of directors may consider to be an appropriate allowance in respect of any contingent liabilities of the Company;

6) all other liabilities of the Company of whatsoever kind and nature reflected in accordance with applicable generally accepted Luxembourg accounting principles. In determining the amount of such liabilities the Company shall take into account all expenses payable by the Company which shall include but not be limited to formation expenses, fees payable to the relevant supervisory authorities, fees payable to its management company, investment managers and advisers, including performance fees, if any, fees and expenses payable to its custodian and correspondents, domiciliary and corporate agent, administrative agent, registrar and transfer agent, listing agent, any paying agent, any permanent representatives in places of registration, as well as any other agent employed by the Company, the remuneration (if any) of the directors and officers of the Company and their reasonable out-of-pocket expenses, insurance coverage, and reasonable travelling costs in connection with board meetings, fees and expenses for legal and auditing services, any expenses incurred in connection with obtaining legal, tax and accounting advice and the advice of other experts and consultants, any expenses incurred in connection with legal proceedings involving the Company, any fees and expenses involved in registering and maintaining the registration of the Company with any governmental agencies or stock exchanges in the Grand Duchy of Luxembourg and in any other country, reporting and publishing expenses, including the costs of preparing, printing, translating, advertising and distributing prospectuses, explanatory memoranda, periodical reports or registration statements, share certificates, and the costs of any reports to shareholders, all taxes, duties, governmental and similar charges, expenses in relation of the marketing, promotion and development of the Company i.e. "marketing costs", setting up costs, all other operating expenses, including the cost of buying and selling assets, interest, bank and brokerage charges, postage and telephone charges and winding-up costs. The Company may accrue administrative and other expenses of a regular or recurring nature based on an estimated amount rateable for yearly or other periods.

III. The assets shall be allocated as follows:

The board of directors shall establish a Sub-Fund in respect of each class/category of shares and may establish a Sub-Fund in respect of two or more classes/categories of shares in the following manner:

- a) If two or more classes/categories of shares relate to one Sub-Fund, the assets attributable to such classes/categories of shares shall be commonly invested pursuant to the specific investment policy of the Sub-Fund concerned. Within a

Sub-Fund, classes/categories of shares may be defined from time to time by the board of directors so as to correspond to (i) a specific distribution policy, such as entitling to distributions or not entitling to distributions and/or (ii) a specific sales and redemption charge structure and/or (iii) a specific management, hedging or advisory fee structure, and/or (iv) a specific distribution fee structure, and/or (v) specific types of investors entitled to subscribe the relevant classes/categories of shares, and/or (vi) a specific currency, and/or (vii) such other features as may be determined by the board of directors from time to time in compliance with the applicable law;

b) The proceeds to be received from the issue of shares of a class/category of shares shall be applied in the books of the Company to the relevant class/category of shares in such Sub-Fund, and the relevant amount shall increase the proportion of the net assets of such class/category of shares to be issued, and the assets and liabilities, income and expenditure attributable to such class/category of shares or classes/categories of shares shall be applied to the corresponding class/category of shares or classes/categories of shares subject to the provisions of this Article;

c) Where any asset is derived from another asset, such derivative asset shall be applied in the books of the Company to the same class(es)/category(ies) of shares as the asset from which it was derived and on each revaluation of an asset, the increase or decrease in value shall be applied to the relevant class(es)/category(ies) of shares;

d) Where the Company incurs a liability which relates to any asset of a particular Sub-Fund or to any action taken in connection with an asset of a particular Sub-Fund, such liability shall be allocated to the relevant Sub-Fund;

e) In the case where any asset or liability of the Company cannot be considered as being attributable to a particular class/category of shares, such asset or liability shall be allocated to all the classes/categories of shares pro rata to their respective net asset values or in such other manner as determined by the board of directors acting in good faith. Each Sub-Fund shall only be responsible for the liabilities which are attributable to such Sub-Fund;

f) Upon the payment of distributions to the holders of any class/category of shares, the net asset value of such class/category of shares shall be reduced by the amount of such distributions.

All valuation regulations and determinations shall be interpreted and made in accordance with applicable generally accepted Luxembourg accounting principles.

In the absence of bad faith, gross negligence or manifest error, every decision in calculating the net asset value taken by the board of directors or by any bank, company or other organization which the board of directors may appoint for the purpose of calculating the net asset value, shall be final and binding on the Company and present, past or future shareholders.

IV. For the purpose of this Article:

1) shares of the Company to be redeemed shall be treated as existing and taken into account until immediately after the time specified by the board of directors on the Valuation Day on which such redemption is made and from such time and until paid by the Company the price therefore shall be deemed to be a liability of the Company;

2) shares to be issued by the Company shall be treated as being in issue as from the time specified by the board of directors on the Valuation Day on which such issue is made and from such time and until received by the Company the price therefore shall be deemed to be a debt due to the Company;

3) all investments, cash balances and other assets expressed in currencies other than the reference currency of the relevant class/category of shares or Sub-Fund shall be valued after taking into account the rate of exchange ruling in Luxembourg on the relevant Valuation Day; and

4) where on any Valuation Day the Company has contracted to:

- purchase any asset, the value of the consideration to be paid for such asset shall be shown as a liability of the Company and the value of the asset to be acquired shall be shown as an asset of the Company;
- sell any asset, the value of the consideration to be received for such asset shall be shown as an asset of the Company and the asset to be delivered shall not be included in the assets of the Company;
- provided however, that if the exact value or nature of such consideration or such asset is not known on such Valuation Day, then its value shall be estimated by the Company.

Art. 12. Frequency and Temporary Suspension of Calculation of Net Asset Value per Share, of Issue, Redemption and Conversion of Shares. With respect to each class/category of shares in respect of a Sub-Fund, the net asset value per share and the subscription, redemption and conversion price of shares shall be calculated from time to time by the Company or any agent appointed thereto by the Company, at least twice a month at a frequency determined by the board of directors (as defined in the sales documents for the shares of the Company), such date or time of calculation being referred to herein as the "Valuation Day".

The Company may temporarily suspend the determination of the net asset value per share of any particular Sub-Fund and the issue, conversion and redemption of the relevant shares:

a) during any period when any of the principal stock exchanges or other markets on which a substantial portion of the investments of the Company attributable to the relevant Sub-Fund from time to time are quoted or dealt in, is closed otherwise than for ordinary holidays, or during which dealings therein are restricted or suspended; or

b) during the existence of any state of affairs which constitutes an emergency in the opinion of the board of directors as a result of which disposal or valuation of assets owned by the Company attributable to the relevant Sub-Fund would be impracticable; or

c) during any breakdown in the means of communication or computation normally employed in determining the price or value of any of the investments of the relevant Sub-

Fund or the current price or value on any stock exchange or other market in respect of the assets attributable to such Sub-Fund; or

d) during any period when the Company is unable to repatriate funds for the purpose of making payments on the redemption of shares of such Sub-Fund or during which any transfer of funds involved in the realisation or acquisition of investments or payments due on redemption of shares cannot, in the opinion of the board of directors, be effected at normal rates of exchange; or

e) when for any other reason beyond the control and responsibility of the board of directors the prices of any investments owned by the Company attributable to such Sub-Fund cannot promptly or accurately be ascertained; or

f) upon the notification or publication of a notice convening a general meeting of shareholders for the purpose of resolving the winding-up of the Company; or

g) during any period when the market of a currency in which a substantial portion of the assets of the Sub-Fund is denominated is closed otherwise than for ordinary holidays, or during which dealings therein are suspended or restricted; or

h) during any period when political, economic, military, monetary or fiscal circumstances which are beyond the control and responsibility of the Company prevent the Company from disposing of the assets, or determining the net asset value of the Sub-Fund in a normal and reasonable manner; or

i) during any period when the calculation of the net asset value per unit or share of a substantial part of undertakings for collective investment in which the Sub-Fund is investing in, is suspended and this suspension has a material impact on the net asset value in the Sub-Fund.

Any such suspension shall be notified by the Company to all the shareholders, if appropriate, and may be notified to shareholders having made an application for subscription, redemption or conversion of shares for which the calculation of the net asset value has been suspended.

Such suspension as to any Sub-Fund shall have no effect on the calculation of the net asset value, the issue, redemption and conversion of shares of any other Sub-Fund not affected by the same circumstances.

Any application for subscription, redemption or conversion of shares is irrevocable except in case of a suspension of the calculation of the net asset value in the relevant Sub-Fund, in which case shareholders may give notice that they wish to withdraw their application. If no such notice is received by the Company, such application will be dealt with on the first Valuation Day following the end of the period of suspension.

Title III. Administration and Supervision

Art. 13. Directors. The Company shall be managed by a board of directors composed of not less than three members, who need not be shareholders of the Company. They shall be elected for a term not exceeding six years. They may be re-elected. The directors shall be elected by the shareholders at a general meeting of shareholders; the latter shall further determine the number of directors, their remuneration and the term of their office.

Directors shall be elected by the majority of the votes of the shares present or represented.

Any director may be removed with or without cause or be replaced at any time by resolution adopted by the general meeting.

In the event of a vacancy in the office of director, the remaining directors may temporarily fill such vacancy; the shareholders shall take a final decision regarding such nomination at their next general meeting.

Art. 14. Board Meetings. The board of directors may choose from among its members a chairman, and may choose from among its members one or more vice-chairmen. It may also choose a secretary, who needs not be a director, who shall write and keep the minutes of the meetings of the board of directors and of the shareholders. The board of directors shall meet upon call by the chairman, if any, or any two directors, at the place indicated in the notice of meeting.

The chairman shall preside at the meetings of the directors and of the shareholders. In his absence, the shareholders or the board members may decide that another director, or in case of a shareholders' meeting, that any other person shall be in the chair of such meetings.

The board of directors may appoint any officers, including a general manager and any assistant general managers as well as any other officers that the Company deems necessary for the operation and management of the Company. Such appointments may be cancelled at any time by the board of directors. The officers need not be directors or shareholders of the Company. Unless otherwise stipulated by these Articles, the officers shall have the rights and duties conferred upon them by the board of directors.

Written notice of any meeting of the board of directors shall be given to all directors at least twenty-four hours prior to the date set for such meeting, except in circumstances of emergency, in which case the nature of such circumstances

shall be set forth in the notice of meeting. This notice may be waived by consent in writing, by telegram, telex, telefax or any other similar means of communication. Separate notice shall not be required for meetings held at times and places fixed in a previous resolution adopted by the board of directors.

Any director may act at any meeting by appointing in writing, by telegram, telex or telefax or any other similar means of communication another director as his proxy. A director may represent several of his colleagues.

Any director may participate in a meeting of the board of directors by conference call or similar means of communications equipment whereby all persons participating in the meeting can hear each other, and participating in a meeting by such means shall constitute presence in person at such meeting.

The directors may only act at duly convened meetings of the board of directors. The directors may not bind the Company by their individual signature, except if specifically authorized thereto by a resolution of the board of directors.

The board of directors can deliberate or act validly only if at least a simple majority of the directors is present or represented.

Resolutions of the board of directors will be recorded in minutes signed by the person who will chair the meeting. Copies or extracts of such minutes to be produced in judicial proceedings or elsewhere will be validly signed by the chairman of the meeting or any two directors or by the secretary or any other authorized person.

Resolutions are taken by a simple majority vote of the directors present or represented. In the event that at any meeting the number of votes for or against a resolution are equal, the chairman of the meeting shall have a casting vote.

Resolutions in writing approved and signed by all directors shall have the same effect as resolutions voted at the directors' meetings; each director shall approve such resolution in writing, by telegram, telex, telefax or any other similar means of communication. Such approval shall be confirmed in writing and all documents shall form the record that proves that such decision has been taken.

Art. 15. Powers of the Board of Directors. The board of directors is vested with the broadest powers to perform all acts of disposition and administration within the Company's purpose, in compliance with the investment policy as determined in Article 18 hereof.

All powers not expressly reserved by law or by these Articles to the general meeting of shareholders are in the competence of the board of directors.

Art. 16. Corporate Signature. Vis-à-vis third parties, the Company is validly bound by the joint signatures of any two directors or by the joint or single signature of any person(s) to whom authority has been delegated by the board of directors.

Art. 17. Delegation of Power. The board of directors will delegate its duties of investment management, administration and marketing of the Company to a management company governed by the provisions of chapter 15 of the Law of 2010 (hereinafter the "Management Company").

The Management Company may delegate to third parties for the purpose of a more efficient conduct of its business the power to carry out on its behalf and under its responsibility one or more of its functions as hereabove mentioned.

The board of directors may also confer special powers of attorney by notarial deed or private proxy.

Art. 18. Investment Policies and Restrictions. The board of directors, based upon the principle of risk spreading, has the power to determine the investment policies and strategies to be applied in respect of each Sub-Fund and the course of conduct of the management and business affairs of the Company, within the restrictions as shall be set forth by the board of directors in compliance with applicable laws and regulations and disclosed in the sales documents for the shares of the Company.

The investments of each Sub-Fund shall consist solely of:

- (a) transferable securities and money market instruments listed or dealt in on a regulated market.
- (b) transferable securities and money market instruments dealt in on another market in a Member State of the European Union.
- (c) transferable securities and money market instruments admitted to official listing on a stock exchange or dealt in on another regulated market in any State of Europe which is not a Member State of the European Union, and any State of America, Africa, Asia, Australia and Oceania.
- (d) recently issued transferable securities and money market instruments, provided that (i) the terms and conditions of the issue include an undertaking that application will be made for admission to official listing on a stock exchange or on another regulated market, and that (ii) such admission is secured within one year of the issue at the latest.
- (e) money market instruments other than those dealt in on a regulated market, meeting the conditions set forth by Article 41 (1) of the Law of 2010.
- (f) units of eligible undertakings for collective investment provided that no more than 10% of the assets of such undertakings for collective investment whose acquisition is contemplated, can, according to their constitutional documents, in aggregate be invested in units of other undertakings for collective investment.
- (g) deposits with credit institutions which are repayable on demand or have the right to be withdrawn, and maturing in no more than 12 months, provided that the credit institution has its registered office in a Member State of the European

Union or, if the registered office of the credit institution is situated in a non-Member State of the European Union, provided that it is subject to prudential rules considered by the Luxembourg supervisory authority as equivalent to those laid down by community law.

(h) financial derivative instruments, including equivalent cash-settled instruments, dealt in on a regulated market, and/or financial derivative instruments dealt in over-the-counter, meeting the conditions set forth by Article 41 of the Law of 2010.

A Sub-Fund may invest in accordance with the principle of risks spreading up to 100% of its net assets in transferable securities and money market instruments issued or guaranteed by a Member State of the European Union, its local authorities, a State which is a member of the OECD or by public international bodies of which one or more Member States of the European Union are members, provided that the Sub-Fund holds securities or money market instruments from at least six different issues and securities or money market instruments from one issue do not account for more than 30% of its total net assets.

A Sub-Fund may subscribe, acquire and/or hold shares issued or to be issued by one or more Sub-Funds of the Company under the conditions however that:

- The target Sub-Fund does not, in turn, invest in the Sub-Fund invested in this target Sub-Fund; and
- No more than 10% of the net assets of the target Sub-Funds may be invested in units of other undertakings for collective investment; and
- Voting rights attached to the relevant shares are suspended for as long as they are held by the relevant Sub-Fund; and
- In any event, for as long as these shares are held by the Company, their value will not be taken into consideration for the calculation of the net assets of the Company for the purpose of verifying the minimum capital imposed by the law of 2010; and
- There is no duplication of management/subscription or redemption fees between those at the level of the Sub-Fund having invested in the target Sub-Fund, and this target Sub-Fund.

The Company is authorised (i) to employ techniques and instruments relating to transferable securities provided that such techniques and instruments are used for the purpose of efficient portfolio management and (ii) to employ techniques and instruments intended to provide protection against exchange risks in the context of the management of its assets and liabilities.

Art. 19. Conflict of Interest. No contract or other transaction between the Company and any other company or firm shall be affected or invalidated by the fact that any one or more of the directors or officers of the Company is interested in, or is a director, associate, officer or employee of, such other company or firm. Any director or officer of the Company who serves as a director, associate, officer or employee of any company or firm with which the Company shall contract or otherwise engage in business shall not, by reason of such affiliation with such other company or firm, be prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

In the event that any director or officer of the Company may have in any transaction of the Company an interest opposite to the interests of the Company, such director or officer shall make known to the board of directors such opposite interest and shall not consider or vote on any such transaction, and such transaction and such director's or officer's interest therein shall be reported to the next succeeding general meeting of shareholders.

The term "opposite interest", as used in the preceding sentence, shall not include any relationship with or without interest in any matter, position or transaction involving the sponsor, the management company, the investment manager, the custodian, the administrative agent, the registrar and transfer agent or such other person, any direct or indirect subsidiary thereof or such other company or entity as may from time to time be determined by the board of directors in its discretion.

Art. 20. Indemnification of Directors. The Company may indemnify any director or officer and his heirs, executors and administrators, against expenses reasonably incurred by him in connection with any action, suit or proceeding to which he may be made a party by reason of his being or having been a director or officer of the Company or, at its request, of any other company of which the Company is a shareholder or a creditor and from which he is not entitled to be indemnified, except in relation to matters as to which he shall be finally adjudged in such action, suit or proceeding to be liable for gross negligence or misconduct; in the event of a settlement, indemnification shall be provided only in connection with such matters covered by the settlement as to which the Company is advised by counsel that the person to be indemnified did not commit such a breach of duty. The foregoing right of indemnification shall not exclude other rights to which he may be entitled.

Art. 21. Independent Auditor. The accounting data related in the annual report of the Company shall be examined by an independent auditor (réviseur d'entreprises agréé) appointed by the general meeting of shareholders and remunerated by the Company.

The independent auditor shall satisfy the requirements of the Law of 2010 as to honourableness and professional experience and shall fulfil all duties prescribed by the Law of 2010.

Title IV. General meetings - Accounting year - Distributions

Art. 22. General Meetings of Shareholders of the Company. The general meeting of shareholders of the Company shall represent the entire body of shareholders of the Company. Its resolutions shall be binding upon all the shareholders regardless of the class/category of shares held by them. It shall have the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to the operations of the Company. The quorum and delays required by law shall govern the notice for and conduct of shareholders meetings, unless otherwise provided herein.

The general meeting of shareholders shall meet upon call by the board of directors.

It may also be called upon the request of shareholders representing at least one tenth of the share capital.

The annual general meeting shall be held in accordance with Luxembourg law in Luxembourg City at a place specified in the notice of meeting, on the second Monday in the month of April at 3.00 p.m..

If such day is a legal or a bank holiday in Luxembourg, the annual general meeting shall be held on the next following bank business day in Luxembourg.

Other meetings of shareholders may be held at such places and times as may be specified in the respective notices of meeting.

Shareholders shall meet upon call by the board of directors pursuant to a notice setting forth the agenda sent at least eight days prior to the meeting to each registered shareholder at the shareholder's address into the register of shareholders. The giving of such notice to registered shareholders needs not be justified to the meeting. The agenda shall be prepared by the board of directors except in the instance where the meeting is called on the written demand of the shareholders in which instance the board of directors may prepare a supplementary agenda.

If bearer and/or dematerialised shares are issued, the notice of meeting shall in addition be published as provided by law in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, in one or more Luxembourg newspapers, and in such other newspapers as the board of directors may decide.

If all shares are in registered form and if no publications are made, notices to shareholders may be mailed by registered mail only.

If all shareholders are present or represented and consider themselves as being duly convened and informed of the agenda, the general meeting may take place without notice of meeting.

The holders of bearer and dematerialised shares are obliged, in order to be admitted to the general meetings, to provide a certificate issued by the institution with which their securities account is maintained or their share certificate (s) are deposited at least five business days prior to the date of the meeting.

The board of directors may determine all other conditions that must be fulfilled by shareholders in order to attend any meeting of shareholders.

In accordance with the conditions laid down in the Luxembourg laws and regulations, the convening notice to any general meeting of shareholders of the Company may provide that the quorum and the majority requirements applicable to the general meeting shall be determined according to the shares issued and outstanding at a certain date and a certain time prior to the date set for the general meeting (hereinafter the "Record Date"). The right of a shareholder to attend a meeting and to exercise the voting rights attaching to its shares is determined in accordance with the shares held by this shareholder at the Record Date.

The business transacted at any meeting of the shareholders shall be limited to the matters contained in the agenda (which shall include all matters required by law) and business incidental to such matters.

Each share of whatever class/category of shares is entitled to one vote in compliance with Luxembourg law and these Articles. Shareholders may act either in person or by giving a proxy in writing, by telegram, telex or telefax to another person who needs not be a shareholder and may be a director of the Company.

Unless otherwise provided for by law or herein, resolutions of the general meeting of shareholders of the Company are passed by a simple majority vote of the shareholders present or represented and voting.

Art. 23. General Meetings of Shareholders of a Class/Category or of Classes/Categories of Shares. The shareholders of the class/category or of the classes/categories of shares issued in respect of any Sub-Fund may hold, at any time, general meetings to decide on any matters which relate exclusively to such Sub-Fund.

In addition, the shareholders of any class/category of shares may hold, at any time, general meetings to decide on any matters which relate exclusively to such class/category of shares.

The provisions of Article 22, paragraphs 2, 3, 7, 8, 9, 10 and 11 shall apply to such general meetings.

Each share is entitled to one vote in compliance with Luxembourg law and these Articles. Shareholders may act either in person or by giving a proxy in writing, by telegram, telex or telefax to another person who needs not be a shareholder and may be a director of the Company.

Unless otherwise provided for by law or herein, resolutions of the general meeting of shareholders of a Sub-Fund or of a class/category of shares are passed by a simple majority vote of the shareholders present or represented and voting.

Any resolution of the general meeting of shareholders of the Company, affecting the rights of the holders of shares of any class/category of shares vis-à-vis the rights of the holders of shares of any other class/category or classes/categories

of shares, shall be subject to a resolution of the general meeting of shareholders of such class/category or classes/categories of shares in compliance with Article 68 of the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended (hereinafter the "Law of 1915").

Art. 24. Liquidation, Merger and Split of Sub-Funds, Classes or Categories of Shares. In the event that for any reason the value of the net assets in any class/category of shares in a Sub-Fund or in any Sub-Fund has decreased to, or has not reached, an amount determined by the board of directors to be the minimum level for such class/category of shares or for such Sub-Fund to be operated in an economically efficient manner, or if a change in the economic or political situation relating to the class/category of shares or the Sub-Fund concerned would have material adverse consequences on the investments of that class/category of shares or that Sub-Fund or in order to proceed to an economic rationalization, the board of directors may decide to liquidate such Sub-Fund or such class/category of shares in a Sub-Fund by carrying out a compulsory redemption of all the shares of the relevant class/category or classes/categories of shares issued in such Sub-Fund or of the relevant Sub-Fund at the net asset value per share (taking into account actual realization prices of investments, realization expenses and the costs of liquidation) applicable on the Valuation Day at which such decision shall take effect. The Company shall publish and notify the holders of the relevant class/category or classes/categories of shares or of the relevant Sub-Fund prior to the effective date for the compulsory redemption. The notice shall indicate the reasons for, and the procedure of the redemption operations. Owners of registered shares shall be notified in writing and the Company shall inform holders of bearer and dematerialised shares by publication of a notice in newspapers to be determined by the board of directors. Unless the board of directors decides otherwise in the interest of, or to ensure an equitable treatment between the shareholders, the shareholders of the Sub-Fund or of the class/category concerned may continue to request redemption or conversion of their shares, free of charge (but taking into account an estimation of the costs of liquidation), prior to the effective date for the compulsory redemption.

The Company shall reimburse each shareholder proportionally to the number of shares that he or she owns in the Sub-Fund or in the class/category of shares of that Sub-Fund.

Liquidation proceeds which may not be distributed to their beneficiaries upon the implementation of the compulsory redemption will be deposited with the Custodian for a period of nine months as from the date of the compulsory redemption; after such period, the assets shall be deposited with the Caisse de Consignation in Luxembourg on behalf of the persons entitled thereto.

All redeemed shares shall be cancelled.

Under the same circumstances as provided in the first paragraph of this Article, the board of directors may decide to close a Sub-Fund or a class/category of shares by merging it with another Sub-Fund or class/category of shares of a Sub-Fund within the Company (the "new Sub-Fund" or the "new class/category"). Such decision shall be published and notified in the same manner as described in the first paragraph of this Article. The notice shall besides indicate the information relating to that new Sub-Fund or new class/category. The relevant notice shall be published and notified in the delays as defined in the Law of 2010 in order to enable the shareholders to request the redemption or conversion of their shares, free of charge, during such period. At the end of that period, the remaining shareholders shall be bound by the decision.

Under the same circumstances as provided in the first paragraph of this Article, the board of directors may decide to close a Sub-Fund or a class/category of shares by merging it with another Luxembourg undertaking for collective investment organized under the provisions of Part I of the Law of 2010 or with another sub-fund or class/category of shares of such other Luxembourg undertaking for collective investment (the "new Sub-Fund" or the "new class/category"). Such decision shall be published and notified in the same manner as that described in the first paragraph of this Article. In addition, the notice shall contain information in relation to that new Sub-Fund or new class/category. The relevant notice shall be published and notified as defined above in order to enable the shareholders to request the redemption or conversion of their shares, free of charge, during such period. At the end of that period, the remaining shareholders shall be bound by the decision.

In the case of a merger with another Luxembourg undertaking for collective investment established in the form of a contractual type ("fonds commun de placement"), the decision shall be binding only on those shareholders who have voted in favour of such merger; the other shareholders will be considered to have asked for the redemption of their shares.

Under the same circumstances as provided in the first paragraph of this Article, the board of directors may decide to close a Sub-Fund or a class/category of shares by merging it with a foreign based undertaking for collective investment or with another sub-fund or class/category of shares of such other foreign based undertaking for collective investment (the "new foreign Sub-Fund" or the "new foreign class/category"). Such decision shall be published and notified in the same manner as that described in the first paragraph of this Article. In addition, the notice shall contain information in relation to that new foreign Sub-Fund or new foreign class/category. The relevant notice shall be published and notified as defined above in order to enable the shareholders to request the redemption or conversion of their shares, free of charge, during such period. At the end of that period, the remaining shareholders shall be bound by the decision.

Under the same circumstances as provided in the first paragraph of this Article, the board of directors may reorganise a Sub-Fund or a class/category of shares by splitting it into two or more new Sub-Funds or classes/categories of shares. Such decision shall be published and notified in the same manner as that described in the first paragraph of this Article. In addition, the notice shall contain information relating to that split. The relevant notice shall be published and notified

at least one month before the date on which the split becomes effective in order to enable the shareholders to request the redemption or conversion of their shares, free of charge, during such period. At the end of that period, the remaining shareholders shall be bound by the decision.

Art. 25. Accounting Year. The accounting year of the Company shall commence on the first of January and shall terminate on the thirty first of December of each year.

Art. 26. Distributions. The general meeting of shareholders of the Company shall, upon proposal from the board of directors and within the limits provided by law, determine how the results of the Company shall be disposed of, and may from time to time declare, or authorize the board of directors to declare distributions.

For any class/category of shares entitled to distributions, the board of directors may decide to pay interim dividends in compliance with the conditions set forth by law.

Distributions may be paid in such currency and at such time and place that the board of directors shall determine from time to time.

The board of directors may decide to distribute stock dividends in lieu of cash dividends upon such terms and conditions as may be set forth by the board of directors.

Any distribution that has not been claimed within five years of its declaration shall be forfeited and revert to the Sub-Fund relating to the relevant class/category or classes/categories of shares.

No interest shall be paid on a dividend declared by the Company and kept by it at the disposal of its beneficiaries.

Title V. Final provisions

Art. 27. Custodian. To the extent required by law, the Company shall enter into a custody agreement with a banking or saving institution as defined by the law of 5 April 1993 on the financial sector, as amended (hereinafter the "custodian").

The custodian shall fulfil the duties and responsibilities as provided for by the Law of 2010.

If the custodian desires to retire, the board of directors shall use its best endeavours to find a successor custodian within two months of the effectiveness of such retirement. The board of directors may terminate the appointment of the custodian, but shall not remove the custodian unless and until a successor custodian shall have been appointed to act in the place thereof.

Art. 28. Dissolution of the Company. The Company may at any time be dissolved by a resolution of the general meeting of shareholders subject to the quorum and majority requirements referred to in Article 30 hereof.

Whenever the share capital falls below two-thirds of the minimum capital indicated in Article 5 hereof, the question of the dissolution of the Company shall be referred to a general meeting of shareholders by the board of directors. The general meeting, for which no quorum shall be required, shall decide by the simple majority of the votes of the shares present or represented at the meeting.

The question of the dissolution of the Company shall also be referred to a general meeting of shareholders whenever the share capital falls below one-fourth of the minimum capital indicated in Article 5 hereof; in such event, the general meeting shall be held without any quorum requirement and the dissolution may be decided by shareholders holding one-fourth of the votes of the shares present or represented at the meeting.

The meeting must be convened so that it is held within a period of forty days as from ascertainment that the net assets of the Company have fallen below two-thirds or one-fourth of the legal minimum, as the case may be.

Art. 29. Liquidation. Liquidation shall be carried out by one or several liquidators who may be physical persons or legal entities appointed by the general meeting of shareholders which shall determine their powers and their compensation.

The net proceeds of liquidation corresponding to each class/category of shares in a Sub-Fund shall be distributed by the liquidator(s) to the holders of shares of the relevant class/category of shares in proportion of their holding of shares in such class/category of shares. Any funds to which shareholders are entitled upon the liquidation of the Company and which are not claimed by those entitled thereto prior to the close of the liquidation process shall be deposited with the Caisse de Consignation in Luxembourg in accordance with the Luxembourg law.

Art. 30. Amendments to the Articles of Incorporation. These Articles may be amended by a general meeting of shareholders subject to the quorum and majority requirements provided by the Law of 1915.

Art. 31. Statement. Words importing a masculine gender also include the feminine gender and words importing persons or shareholders also include corporations, partnerships, associations and any other organized group of persons whether incorporated or not.

Art. 32. Applicable Law. All matters not governed by these Articles shall be determined in accordance with the Law of 1915 and the Law of 2010, as such laws have been or may be amended from time to time.

Transitory Dispositions

1) The first accounting year will begin on the date of the incorporation of the Company and will end on 31 December 2013.

2) The first annual general meeting of shareholders will be held in 2014.

Subscription and Payment

The Articles of Incorporation of the Company having thus been drawn up by the appearing party, the said appearing party, here represented as stated here above, declares to subscribe to the shares as follows:

Shareholder	Capital subscribed	Number of shares
Abante Asesores Gestion SGIIC, S.A.	EUR 31,000.-	3,100
Total:	EUR 31,000.-	3,100

Evidence of the above payment in cash, i.e. thirty-one thousand euros (EUR 31,000.-) was given to the undersigned notary.

Declaration

The undersigned notary herewith declares having verified the existence of the conditions enumerated in Article 26 of the Law of 1915 and expressly states that they have been fulfilled.

Expenses

The expenses which shall be borne by the Company as a result of its organisation are estimated at approximately two thousand five hundred euros (EUR 2,500.-).

Extraordinary General Meeting of Shareholders

The above named person representing the entire subscribed capital and considering itself as validly convened, has immediately proceeded to hold an extraordinary general meeting of shareholders which resolved as follows:

I. The following are elected as directors, their term of office expiring at the annual general meeting of shareholders which will deliberate on the annual accounts as at 31 December 2013:

Mr Joaquin Casaus Olea, Director at Abante Asesores Gestion SGIIC, S.A., Madrid, born on 10 February 1969 in Mexico, residing professionally in C/PADILLA 32, 28006, Madrid, Spain.

Ms. Maria de las Viñas Herrera Hernamperez, Director at Abante Asesores Gestion SGIIC, S.A., Madrid, born on 25 February 1957 in Burgos (SP), residing professionally in C/PADILLA 32, 28006, Madrid, Spain.

Mr. José Moreira, Assistant Manager, Senior account officer, International Private Banking, Andbank Luxembourg, born on 15 December 1968 in Luxembourg, residing professionally in 7A, rue Robert Stumper, L-2557 Luxembourg.

Mr. Luc Paindavoine, Head of Financial Markets, Andbank Luxembourg, born on 23 January 1964 in Etterbeek, BE, residing professionally in 7A, rue Robert Stumper, L-2557 Luxembourg.

Mr. Phu-Van Luc, Executive Adviser, Andbank Luxembourg, born on 12 August 1984 in Paris (FR), residing professionally in 7A, rue Robert Stumper, L-2557 Luxembourg.

II. The following is elected as independent auditor (réviseur d'entreprises agréé), its term of office expiring at the annual general meeting of shareholders which will deliberate on the annual accounts as at 31 December 2013:

PricewaterhouseCoopers S.à.r.l. having its registered office at L-1471 Luxembourg, 400, route d'Esch, R.C.S. Luxembourg B65477.

III. The address of the registered office of the Company is set at 7A, rue Robert Stumper, L-2557 Luxembourg.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing person, the present deed is worded in English with no need of further translation in accordance with Article 26(2) of the 2010 Law.

Whereof this notarial deed was drawn up in Luxembourg on the date at the beginning of this deed.

The document having been read to the person appearing, who is known to the notary by her surname, first name, civil status and residence, the said person signed together with Us notary this original deed.

Signé: M. VERMEERSCH, G. LECUIT.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 7 février 2013. Relation: LAC/2013/6171. Reçu soixante-quinze euros (EUR 75,-).

Le Receveur pd. (signé): C. FRISING.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 février 2013.

Référence de publication: 2013021564/803.

(130026549) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 février 2013.

Leo Holding S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 11, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 108.221.

—
DISSOLUTION

L'an deux mille douze, le vingtième jour du mois de décembre.

Par-devant Maître Léonie GRETHEN, notaire de résidence au Grand-Duché de Luxembourg.

A COMPARU

Cover International Limited, une société ayant son siège social aux îles vierges britanniques P.O. Box 3175, Road Town, Tortola ici représentée par Me Christelle Radocchia, Avocat à la Cour, demeurant professionnellement à Luxembourg, agissant en vertu d'une procuration sous seing privée.

La procuration, signée «ne varietur» par le mandataire de la comparante et par le notaire soussigné, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Laquelle comparante, représentée comme décrit ci-dessus, a requis le notaire instrumentant d'acter que:

- que la comparante est seule propriétaire de toutes les actions de la société anonyme LEO HOLDING SA, avec siège social à L-2449 Luxembourg, 11 Boulevard Royal, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg section B 108.221, constituée aux termes d'un acte notarié reçu par le notaire Maître André-Jean-Joseph Schwachtgen, alors notaire de résidence à Luxembourg, en date du 24 mai 2004, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 993 du 6 octobre 2005, modifiée la dernière fois suite à un acte reçu par notaire Maître André-Jean-Joseph Schwachtgen, alors notaire de résidence à Luxembourg, en date du 5 octobre 2006 et publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 2212 du 25 novembre 2006

- Que le capital est fixé à cinq cent soixante mille euros (EUR 560.000,-) représenté par cinq mille six cents (5600) actions d'une valeur nominale de cent euros (EUR 100,-) chacune entièrement libérées;

- que la comparante a décidé de dissoudre la Société, avec effet immédiat;

- que sous réserve de ce qui suit, tous les passifs connus de la Société vis-à-vis des tiers ont été entièrement réglés, sinon dûment provisionnés;

- qu'en sa qualité d'actionnaire unique, la comparante reprend tout l'actif à son compte et plus particulièrement la participation dans la société luxembourgeoise Glabach Investments SA;

- que la comparante reprend à son compte tout passif éventuel, même non encore connu, et qu'elle assume pour autant que de besoin, la qualité de liquidateur;

- que la liquidation de la société peut être considérée comme définitivement clôturée;

- que décharge est accordée aux administrateurs et au commissaire aux comptes de la société pour l'exécution de leurs mandats jusqu'à ce jour;

- que les livres et documents de la société se trouvent conservés pendant cinq (5) ans au siège de ladite société.

Frais

Les dépenses, frais, rémunérations et charges de toutes espèces qui incombent à la Société en raison du présent acte, sont évalués approximativement à neuf cents euros (900,- EUR).

Dont acte, passé à Luxembourg, les jours, mois et an qu'en tête des présentes

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire des comparants, connu du notaire instrumentaire par nom, prénom usuel, état et demeure, le mandataire a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: Radocchia, GRETHEN.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 27 décembre 2012. Relation: LAC/2012/62590. Reçu soixante-quinze euros (75,00 €)

Le Receveur (signé): Irène Thill.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial C.

Luxembourg, le 9 janvier 2013.

Référence de publication: 2013005455/49.

(130005989) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 janvier 2013.

Lucom SA, Société Anonyme.

Siège social: L-6637 Wasserbillig, 87, Esplanade de la Moselle.

R.C.S. Luxembourg B 88.153.

Auszug der Beschlüsse der Ausserordentlichen Generalversammlung Abgehalten in der form der Ordentlichen Generalversammlung vom 9. November 2012

Im Jahre 2012, am 9. November sind die Gesellschafter der LUCOM S.A. in einer ordentlichen Generalversammlung zusammengetreten und haben einstimmig folgende Beschlüsse angenommen:

Die Versammlung beschließt die Mandate der Verwaltungsratsmitglieder von:

- OELSNER FINANCIAL CORP., mit Sitz in Tortola, Road Town, British Virgin Islands, hier vertreten durch Herrn Max Galowich und Herrn Jean-Paul Frank

- CAPEHART INVESTMENTS LTD., mit Sitz in Tortola, Road Town, British Virgin Islands, hier vertreten durch Herrn Max Galowich und Herrn Jean-Paul Frank

welche 2012 ablaufen, nicht mehr zu erneuern.

Desweiteren da das Mandat des Verwaltungsratsmitglied und Delegierten des Verwaltungsratsmitglied von:

- Herrn Alexander GIEBEL, Geschäftsführer, wohnhaft in L-6637 Wasserbillig, 87, Esplanade de la Moselle, abgelaufen ist, wird dieses nicht erneuert.

Daraufhin wird

Herrn Alexander GIEBEL, Geschäftsführer, wohnhaft in L-6637 Wasserbillig, 87, Esplanade de la Moselle für sechs Jahre erneuert, d.h. bis zur ordentlichen Generalversammlung des Jahres 2018.

zum alleinigen Verwalter ernannt.

Luxemburg, den 9. November 2012.

Référence de publication: 2013005466/25.

(130005428) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 janvier 2013.

Marchés Boursiers Canadiens, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8308 Capellen, 75, Parc d'Activités.

R.C.S. Luxembourg B 122.132.

DISSOLUTION

L'an deux mille douze.

Le quinze octobre.

Par devant Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster, Grand-Duché de Luxembourg, soussigné.

A comparu:

Monsieur Serge BOTELLA, né le 1^{er} août 1947 à Rabat (Maroc), demeurant au 38, Place du Commerce, CDN – H3E 1T8 10111 Montréal (Canada),

ici représenté par Monsieur Alain THILL, employé privé, demeurant professionnellement à L-6130 Junglinster, 3, route de Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

Laquelle procuration après avoir été signée "ne varietur" par le mandataire et le notaire instrumentant, restera ci-annexée pour être formalisée avec le présent acte.

Lequel comparant, par son représentant susnommé, a requis le notaire instrumentant de documenter ainsi qu'il suit ses déclarations et constatations:

I. Qu'il est le seul associé de la société à responsabilité limitée MARCHES BOURSIERS CANADIENS, avec siège social à L-8308 Capellen, 75, Parc d'activités, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 122132, constituée suivant acte reçu par Maître Anja HOLTZ, notaire alors de résidence à Wiltz, le 30 octobre 2006, publié au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations, numéro 76 du 30 janvier 2007.

II. Que le capital social est fixé à douze mille cinq cents euros (12.500,-EUR) divisé en cent (100) parts sociales de cent vingt-cinq euros (125,- EUR) chacune, entièrement libérées.

III. Que le comparant est propriétaire de toutes les parts sociales de la susdite société à responsabilité limitée MARCHES BOURSIERS CANADIENS.

IV. Que l'activité de la société à responsabilité limitée MARCHES BOURSIERS CANADIENS ayant cessé et que le comparant prononce la dissolution anticipée de la prédite société avec effet immédiat et sa mise en liquidation.

V. Que le comparant, en tant qu'associé unique, se désigne comme liquidateur de la société.

VI. Qu'en cette qualité, il requiert le notaire instrumentant d'acter qu'il déclare avoir transféré tous les passifs et les actifs de la société à responsabilité limitée MARCHES BOURSIERS CANADIENS à son profit. De ce fait le comparant

est investi de tous les éléments passifs et actifs de la société et répondra personnellement de tout le passif social et de tous les engagements de la société même inconnus à ce jour.

VII. Que partant, la liquidation de la société à responsabilité limitée MARCHES BOURSIERS CANADIENS est à considérer comme faite et clôturée.

VIII. Que décharge pleine et entière est accordée au gérant de la société pour l'exécution de son mandat jusqu'à ce jour.

IX. Qu'il y a lieu de procéder à l'annulation du registre des parts sociales.

X. Que les livres et documents de la société dissoute seront conservés pendant cinq ans au moins à l'ancien siège social de la société dissoute.

Frais

Le montant des frais incombant en raison des présentes est estimé à sept cent cinquante euros.

Dont acte, fait et passé à Junglinster, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire du comparant, connu du notaire instrumentant par nom, prénom, état et demeure, il a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: Alain THILL, Jean SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher, le 24 octobre 2012. Relation GRE/2012/3948. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

Référence de publication: 2013005496/50.

(130005799) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 janvier 2013.

Middlesex Office S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: GBP 15.000,00.

Siège social: L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg.

R.C.S. Luxembourg B 123.418.

CLÔTURE DE LIQUIDATION

Extrait des résolutions prises par l'associé unique de la Société en date du 31 décembre 2012

L'associé unique de la Société:

- approuve le rapport du commissaire à la liquidation;
- donne décharge au liquidateur et au commissaire à la liquidation;
- prononce la clôture de la liquidation et constate que la Société a définitivement cessé d'exister en date du 31 décembre 2012;
- décide que les livres et documents sociaux seront déposés et conservés pendant une durée de cinq ans à l'adresse suivante: 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 9 janvier 2013.

Middlesex Office S.à r.l.

Signature

Référence de publication: 2013005483/21.

(130005354) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 janvier 2013.

Mea Power, Société Anonyme.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 12, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 143.304.

DISSOLUTION

L'an deux mille douze, le vingt-sept décembre.

Par-devant Nous Maître Jean-Joseph WAGNER, notaire de résidence à Sanem (Grand-Duché de Luxembourg).

A comparu:

Son Altesse Royale Jean de Nassau, demeurant au 53, rue des Près, L-2316 Contern, ici représenté par Madame Frédérique Mignon, employée privée, avec adresse professionnelle à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée le 21 décembre 2012.

La procuration signée "ne varietur" par le comparant et par le notaire soussigné restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Lequel comparant, ès-dites qualités qu'il agit, a requis le notaire instrumentant de documenter ainsi qu'il suit ses déclarations et constatations:

1. - Que la société «MEA POWER» une société anonyme, établie et ayant son siège social au 12, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de et à Luxembourg, section B sous le numéro 143.304, a été constituée suivant acte notarié du 1 décembre 2008, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 2995 du 19 décembre 2008 (ci-après: «la Société»).

2. - Que le capital social de la Société «MEA POWER», prédésignée, s'élève actuellement à trente-cinq mille euros (EUR 35.000,-), représenté par trois cent cinquante (350) actions d'une valeur nominale de cent euros (EUR 100,-) chacune.

3. - Que son mandant est devenu successivement propriétaire de la totalité des trois cent cinquante (350) actions de la Société.

4. - Qu'en tant qu'actionnaire unique son mandant déclare expressément procéder à la dissolution de la susdite Société.

5. - Que son mandant, agissant tant en sa qualité de liquidateur de la Société, qu'en qualité d'actionnaire unique de cette même Société, déclare en outre que l'activité de la Société a cessé, qu'il est investie de tout l'actif, que le passif connu de ladite Société a été réglé ou provisionné et qu'il s'engage expressément à prendre à sa charge tout passif pouvant éventuellement encore exister à charge de la Société et impayé ou inconnu à ce jour avant tout paiement à sa personne; partant la liquidation de la Société est à considérer comme faite et clôturée.

6. - Que décharge pleine et entière est accordée aux administrateurs et au commissaire aux comptes de la Société dissoute.

7. - Que les livres et documents de la Société dissoute seront conservés pendant le délai légal de cinq (5) ans à l'ancien siège social de la Société.

8. - Qu'il a été procédé à l'annulation par lacération de tous les certificats d'actions au porteur, le cas échéant à l'annulation du registre des actionnaires nominatifs, et ceci en présence du notaire instrumentant.

Pour les dépôt et publication à faire, tous pouvoirs sont conférés au porteur d'une expédition des présentes.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, au siège social de la Société, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la personne comparante, connue du notaire instrumentant par nom, prénom usuel, état et demeure, celle-ci a signé avec le notaire instrumentant le présent acte.

Signé: F. MIGNON, J.J. WAGNER.

Enregistré à Esch-sur-Alzette A.C., le 31 décembre 2012. Relation: EAC/2012/17851. Reçu soixante-quinze Euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): SANTIONI.

Référence de publication: 2013005500/47.

(130005377) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 janvier 2013.

Mirunda S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2610 Luxembourg, 160, route de Thionville.

R.C.S. Luxembourg B 66.767.

DISSOLUTION

L'an deux mille douze, le vingt-huit décembre.

Par-devant Maître Patrick SERRES, notaire de résidence à Remich (Grand-Duché de Luxembourg).

A comparu:

la société anonyme ROCADO S.A., établie et ayant son siège social à L-2610 Luxembourg, 160, route de Thionville, constituée suivant acte notarié du 14 décembre 1999, publié au Mémorial C, numéro 99 du 28 janvier 2000,

ici représentée par Monsieur Lennart STENKE, directeur de société, demeurant professionnellement à L-2610 Luxembourg, 160, route de Thionville, en sa qualité d'administrateur délégué de la société.

Lequel comparant a exposé au notaire instrumentant et l'a requis d'acter ce qui suit:

Que la société anonyme «MIRUNDA S.A.», ayant son siège social à L-2610 Luxembourg, 160, route de Thionville, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, sous le numéro B 66.767, a été constituée suivant acte notarié du 6 octobre 1998, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 935 du 28 décembre 1998.

Que la société comparante est et restera propriétaire de toutes les actions de ladite Société.

Qu'en tant qu'actionnaire unique de la Société, elle déclare expressément procéder à la dissolution et à la liquidation de la susdite Société, avec effet à ce jour.

Qu'elle déclare, en tant que liquidateur de la Société, que l'activité de la Société a cessé et que la société comparante, en tant qu'actionnaire unique, est investie de tout l'actif et passif et que tout le passif de la Société dissoute a été payé. Que la comparante s'engage à reprendre tous actifs, dettes et autres engagements de la Société dissoute et de répondre personnellement de toute éventuelle obligation inconnue à l'heure actuelle.

Que décharge pleine et entière est accordée aux membres du conseil d'administration pour l'exercice de leur mandat jusqu'au moment de la dissolution.

Que le registre des actionnaires sera annulé à partir de ce jour.

Que les livres et documents sociaux de la Société dissoute seront déposés au siège social où ils seront conservés pendant cinq (5) années.

Que le comparant s'engage à payer les frais du présent acte.

Dont acte, fait et passé à Remich, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, connu du notaire instrumentaire par ses nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé avec Nous notaire la présente minute.

Signé: L. STENKE, Patrick SERRES.

Enregistré à Remich, le 4 janvier 2013. Relation: REM/2013/7. Reçu soixante-quinze euros (75,- €).

Le Receveur (signé): P. MOLLING.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Remich, le 9 janvier 2013.

Patrick SERRES.

Référence de publication: 2013005515/41.

(130005630) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 janvier 2013.

New Clear Service S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1520 Luxembourg, 60, rue Adolphe Fischer.

R.C.S. Luxembourg B 166.984.

Assemblée Générale Extraordinaire du 9 janvier 2013

Ordre du jour:

1. démission gérant technique
2. Changement du siège social

Résolution prise:

Les associés:

1) Monsieur KACULI Agron, agent de nettoyage, né à Durres, (Albanie), le 20 septembre 1963, demeurant à L-1520 Luxembourg, 60, rue Adolphe Fischer;

2) Madame ZELA Shqipe, gérante de société, née à Durres (Albanie), le 20 avril 1969, demeurant à L-1520 Luxembourg, 60, rue Adolphe Fischer;

de la société à responsabilité limitée New Clear Service, ayant son siège social à L-2342 LUXEMBOURG, 64, rue Raymond Poincaré,

ont pris la résolution suivante:

Première résolution:

La société a pris connaissance de la démission de Monsieur Agron KACULI de sa fonction de gérant technique.

Deuxième résolution:

Les associés décident de transférer l'adresse de L-2342 LUXEMBOURG, 64, rue Raymond Poincaré à L-1520 LUXEMBOURG, 60, rue Adolphe Fischer.

Fait à Luxembourg, le 9 janvier 2013, en 2 exemplaires.

KACULI Agron / ZELA Shqipe.

Référence de publication: 2013005525/26.

(130005958) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 janvier 2013.

Skandia Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 18-20, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 137.401.

In the year two thousand and thirteen, on the eighth day of February.

Before us, Maître Jean-Joseph Wagner, notary, residing in Sanem, Grand-Duchy of Luxembourg,

Was held the extraordinary general meeting of the shareholders of "Skandia Invest S.A.", a société anonyme incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under number B 137.401, having its registered office at 18-20, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, and incorporated by deed of Maître Jean-Joseph Wagner, notary residing in Sanem, on 21 March 2008, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (the "Mémorial C"), number 1014 dated 24 April 2008. The articles of association of the said company have been amended several times and for the last time by deed of the undersigned notary of 28 December 2012, not yet published in the Mémorial C (the "Company").

The meeting was opened and presided by Ms Katia Gauzès, maître en droit, professionally residing in Luxembourg (the "Chairman").

The Chairman appointed as secretary Mr Diego Riera Diaz, maître en droit, professionally residing in Luxembourg, who is also elected as scrutineer by the general meeting.

I. - The bureau of the meeting having thus been constituted, the Chairman declared and requested the notary to state that the meeting had the following agenda:

Agenda

1. Cancellation of the nominal value of fifty-six euros and sixty-seven cents (EUR 56.67, rounded) of the shares of the Company;

2. Increase of the share capital of the Company by an amount of five hundred thousand euros (EUR 500,000) from its current amount of one million seven hundred thousand euros (EUR 1,700,000) represented by thirty thousand (30,000) shares up to an amount of two million two hundred thousand euros (EUR 2,200,000) without issuance of new shares of the Company by a contribution in cash of five hundred thousand euros (EUR 500,000), resulting in an increase in the par value of the shares of the Company;

3. Decrease of the share capital of the Company by an amount of five hundred thousand euros (EUR 500,000) from its current amount of two million two hundred thousand euros (EUR 2,200,000) down to an amount of one million seven hundred thousand euros (EUR 1,700,000) by allocating the amount of five hundred thousand euros (EUR 500,000) to a reserve for future losses, without cancellations of shares of the Company, resulting in a decrease in the par value of the shares of the Company;

4. Re-establishment of a nominal value of fifty-six euros and sixty-seven cents (EUR 56.67, rounded) of the shares of the Company; and

5. Miscellaneous.

II. - That the sole shareholder represented and the number of its shares are shown on an attendance list; this attendance list, signed by the proxyholder of the represented sole shareholder and by the board of the meeting, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

The proxy of the represented sole shareholder, initialled *ne varietur* by the appearing party and the notary, will remain annexed to the present deed.

III. - That the entire share capital being represented at the present meeting and the sole shareholder represented declaring that it has had due notice and had knowledge of the agenda prior to this meeting, no convening notices were necessary.

IV. - That the present meeting, representing the entire share capital, is validly constituted and may validly deliberate on all the items on the agenda.

Then the sole shareholder, after deliberation, took the following resolutions:

First resolution

The general meeting decides to cancel the nominal value of fifty-six euros and sixty-seven cents (EUR 56.67, rounded) of the shares of the Company so that the shares of the Company will have a par value of fifty-six euros and sixty-seven cents (EUR 56.67, rounded).

Second resolution

The general meeting decides to increase the Company's share capital by an amount of five hundred thousand euros (EUR 500,000) from its current amount of one million seven hundred thousand euros (EUR 1,700,000) represented by thirty thousand (30,000) shares up to an amount of two million two hundred thousand euros (EUR 2,200,000) without issuance of new shares of the Company through an increase in the par value of the shares of the Company (the "Increase in Capital").

The Increase in Capital has been entirely subscribed in cash by the sole shareholder of the Company for an aggregate amount of five hundred thousand euros (EUR 500,000) which has been received on the bank account of the Company and shall be entirely allocated to the share capital of the Company.

Third resolution

The general meeting decides, in order to compensate the losses realised by the Company, to decrease the share capital of the Company by an amount of five hundred thousand euros (EUR 500,000) from its current amount of two million

two hundred thousand euros (EUR 2,200,000) down to an amount of one million seven hundred thousand euros (EUR 1,700,000), by allocating the amount of five hundred thousand euros (EUR 500,000) to a reserve for future losses, without cancellation of shares of the Company, resulting in a decrease in the par value of the shares of the Company.

Fourth resolution

The general meeting decides to re-establish a nominal value of fifty-six euros and sixty-seven cents (EUR 56.67, rounded) of the shares of the Company.

Costs and Expenses

The costs, expenses, remuneration or charges of any form whatsoever incumbent to the Company and charged to it by reason of the present deed are assessed to two thousand euro.

Whereof, the present deed is drawn up in Luxembourg on the day named at the beginning of this document.

The undersigned notary who speaks and understands English, states herewith that the present deed is worded in English, followed by a French version; on request of the appearing parties and in case of divergences between the English and the French text, the English version will prevail.

The document having been read to the proxyholder of the appearing parties, known to the notary by name, first name and residence, said proxyholder signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction en français du texte qui précède.

L'an deux mille treize, le huitième jour de février.

Par devant Maître Jean-Joseph Wagner, notaire, résidant à Sanem, Grand-Duché de Luxembourg.

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de "Skandia Invest S.A.", une société anonyme constituée et existant selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 137.401, ayant son siège social au 18-20, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, et constituée suivant acte reçu par Maître Jean-Joseph Wagner, notaire résidant à Sanem, le 21 mars 2008, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (le «Mémorial C»), numéro 1014 en date du 24 avril 2008. Les statuts ont été modifiés à différentes reprises et en dernier lieu suivant acte reçu par le notaire soussigné, le 28 décembre 2012, non encore publié au Mémorial C (la "Société").

La séance est ouverte et présidée par Madame Katia Gauzès, maître en droit, demeurant professionnellement à Luxembourg (le "Président"),

Le Président désigne comme secrétaire Monsieur Diego Riera Diaz, maître en droit, avocat à la Cour, demeurant professionnellement à Luxembourg, qui est aussi choisie comme scrutateur.

I. - Le bureau ayant été ainsi constitué, le Président expose et prie le notaire instrumentaire d'acter que l'assemblée a l'ordre du jour suivant:

Agenda

1. Annulation de la valeur nominale de cinquante-six euros et soixante-sept centimes (EUR 56,67, arrondis) des actions de la Société;

2. Augmentation du capital social de la Société d'un montant de cinq cent mille euros (EUR 500,000) de son montant actuel de un million sept cent mille euros (EUR 1,700,000) représenté par trente mille (30,000) actions jusqu'au montant de deux millions deux cent mille euros (EUR 2,200,000) sans émission de nouvelles actions de la Société par une contribution en numéraire de cinq cent mille euros (EUR 500,000), résultant en une augmentation de la valeur du pair comptable des actions de la Société;

3. Réduction du capital social de la Société d'un montant de cinq cent mille euros (EUR 500,000) de son montant actuel de deux millions deux cent mille euros (EUR 2,200,000) jusqu'au montant de un million sept cent mille euros (EUR 1,700,000) par l'allocation du montant de cinq cent mille euros (EUR 500,000) à une réserve pour pertes futures, sans annulation d'actions de la Société, résultant en une diminution de la valeur du pair comptable des actions de la Société;

4. Rétablissement d'une valeur nominale de cinquante-six euros et soixante-sept centimes (EUR 56,67, arrondis) des actions de la Société; et

5. Divers.

II. - Que l'actionnaire unique représenté et le nombre de ses actions figurent sur une liste de présence; cette liste de présence, signée par le mandataire de l'actionnaire unique représenté et par le bureau de l'assemblée, restera annexée au présent acte pour être enregistrée en même temps avec les autorités de l'enregistrement.

La procuration de l'actionnaire unique représenté, paraphée "ne varietur" par le comparant et le notaire, restera annexée au présent acte.

III. - Que tout le capital social étant représenté à la présente assemblée et l'actionnaire unique représenté déclarant qu'il a été informé et avait connaissance de l'ordre du jour avant cette assemblée, aucune convocation préalable était nécessaire.

IV. - Que la présente assemblée, représentant tout le capital social, est valablement constituée et peut valablement délibérer sur tous les points à l'ordre du jour.

L'actionnaire unique, après délibération, a pris alors les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée générale décide d'annuler la valeur nominale de cinquante-six euros et soixante-sept centimes (EUR 56,67, arrondis) des actions de la Société afin que les actions de la Société aient une valeur du pair comptable de cinquante-six euros et soixante-sept centimes (EUR 56,67, arrondis).

Seconde résolution

L'assemblée générale décide d'augmenter le capital social de la Société d'un montant de cinq cent mille euros (EUR 500,000) de son montant actuel de un million sept cent mille euros (EUR 1,700,000) représenté par trente mille (30,000) actions jusqu'au montant de deux millions deux cent mille euros (EUR 2,200,000) sans émission de nouvelles actions de la Société par une augmentation de la valeur du pair comptable des actions de la Société («L'Augmentation de Capital»).

L'augmentation de Capital a été entièrement souscrite en numéraire par l'actionnaire unique de la Société pour un montant total de cinq cent mille euros (EUR 500,000) qui a été reçu sur le compte en banque de la Société et sera entièrement allouée au capital social de la Société.

Troisième résolution

L'assemblée générale décide, pour compenser les pertes réalisées par la Société, de réduire le capital social de la Société d'un montant de cinq cent mille euros (EUR 500,000) de son montant actuel de deux millions deux cent mille euros (EUR 2,200,000) jusqu'au montant de un million sept cent mille (EUR 1,700,000) par l'allocation du montant de cinq cent mille euros (EUR 500,000) à une réserve pour pertes futures, sans annulation d'actions de la Société, résultant en une diminution de la valeur du pair comptable des actions de la Société.

Quatrième résolution

L'assemblée générale décide de rétablir une valeur nominale de cinquante-six euros et soixante-sept centimes (EUR 56,67, arrondis) des actions de la Société

Estimation des frais

Les frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison du présent acte, s'élèvent à environ deux mille euros.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, déclare que le présent acte est rédigé en anglais, suivi d'une version française; sur demande de la comparante et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fait foi.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire du comparant, connu du notaire instrumentant par nom, prénom et demeure, ledit mandataire a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: K. GAUZÈS, D. RIERA DIAZ, J.J. WAGNER.

Enregistré à Esch-sur-Alzette A.C., le 12 février 2013. Relation: EAC/2013/2025. Reçu soixante-quinze Euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): SANTIONI.

Référence de publication: 2013023171/156.

(130027804) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 février 2013.

NIS Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: GBP 15.758.488,96.

Siège social: L-2440 Luxembourg, 59, rue de Rollingergrund.

R.C.S. Luxembourg B 135.147.

—
EXTRAIT

Suite à une cession de parts sociales du 28 décembre 2012

1. l'associé de la Société, Barclays Wealth Trustees (Guernsey) Limited, détient:

- 138.382 parts sociales de catégorie A1;
- 138.382 parts sociales de catégorie A2;
- 138.382 parts sociales de catégorie A3;
- 138.383 parts sociales de catégorie A4;
- 138.384 parts sociales de catégorie A5;

- 114.488 parts sociales de catégorie B1;
- 114.489 parts sociales de catégorie B2;
- 114.490 parts sociales de catégorie B3;
- 114.489 parts sociales de catégorie B4;
- 114.489 parts sociales de catégorie B5;
- 2. l'associé de la Société, New NIS Holdings S.à r.l., détient:
 - 96.583.825 parts sociales préférentielles de catégorie A1;
 - 96.583.825 parts sociales préférentielles de catégorie A2;
 - 96.583.827 parts sociales préférentielles de catégorie A3;
 - 96.583.826 parts sociales préférentielles de catégorie A4;
 - 96.583.827 parts sociales préférentielles de catégorie A5;
 - 10.943.237 parts sociales de catégorie B1;
 - 10.943.237 parts sociales de catégorie B2;
 - 10.943.238 parts sociales de catégorie B3;
 - 10.943.240 parts sociales de catégorie B4;
 - 595.163.605 parts sociales de catégorie B5;
 - 2.022.220.270 parts sociales préférentielles de catégorie C.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la Société
Stefan Lambert
Gérant

Référence de publication: 2013005539/37.

(130005396) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 janvier 2013.

Non Solo Pizza s.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2560 Luxembourg, 68, rue de Strasbourg.

R.C.S. Luxembourg B 173.613.

Extrait de résolution pris par les associés en date du 9 janvier 2013

Première résolution

La démission de Monsieur SALVO CAFUMO Lilian Calogero de sa fonction de gérant administratif avec effet au 09 janvier 2013 est acceptée.

Deuxième résolution

Est nommé gérant administratif Monsieur Luca Longo, cuisinier, né le 17 septembre 1976 à Palerme, Italie, demeurant à 20, rue de Strasbourg, L-2561 Luxembourg, pour une durée indéterminée.

Troisième résolution

L'associé Monsieur SALVO CAFUMO Lilian Calogero, né à Grenoble (France), le 26 juillet 1981, demeurant à L-2310 LUXEMBOURG, 20 avenue Pasteur, détenant 50 parts sociales de la société Non Solo Pizza S.à r.l. a cédé la totalité de ses parts sociales à Monsieur Luca Longo, né à Palerme (Italie) le 17 septembre 1976, demeurant à L-2561 LUXEMBOURG, 20, rue de Strasbourg, de sorte que la nouvelle répartition est la suivante:

- Luca Longo	100 parts sociales
Soit un total de	100 parts sociales

Quatrième résolution

La société est valablement engagée en toutes circonstances par la signature conjointe du gérant administratif Monsieur Luca Longo et du gérant technique Monsieur Russo Maurizio.

Fait à Luxembourg en autant d'exemplaires que nécessaire.

Pour NON SOLO PIZZA S.à r.l.
Fideco Luxembourg S.A.

Référence de publication: 2013005541/27.

(130005223) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 janvier 2013.

Orion III European 9 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1528 Luxembourg, 11-13, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 160.708.

EXTRAIT

En date du 20 décembre 2012, Orion Master III Luxembourg S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 11-13, boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg et inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B-140853, alors associé unique de Orion III European 9 S.à r.l., a cédé la totalité de ses douze mille cinq cents (12,500) parts sociales qu'elle détenait dans Orion III European 9 S.à r.l. à Orion Master IV Luxembourg S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 11-13, boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg et et inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B-173948.

Suite à cette cession, Orion Master IV Luxembourg S.à r.l. est devenue l'associé unique de Orion III European 9 S.à r.l.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Orion III European 9 S.à r.l.

Référence de publication: 2013005561/20.

(130005033) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 janvier 2013.

Oriskany S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2225 Luxembourg, 22, rue Général Major Lunsford Oliver.

R.C.S. Luxembourg B 169.257.

L'an deux mille douze, le dix-huit décembre.

Pardevant Maître Henri HELLINCKX, notaire de résidence à Luxembourg.

A COMPARU:

La société CHAMBORANT S.à r.l., société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois sise au 22, rue GM Lunsford Oliver, L-2225 Luxembourg,

Ici représentée par Monsieur KIAS, né le 14 octobre 1973 à Fontenay Aux Roses, de nationalité française, demeurant à L-2225 Luxembourg, 22, rue GM Lunsford Oliver, en sa qualité de gérant unique.

Laquelle partie comparante, représentée comme dit ci-avant, a requis le notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

- Qu'elle est le seul associé actuel de la société ORISKANY S.à r.l., société à responsabilité limitée, constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentant, en date du 25 mai 2012, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C numéro 1742 du 11 juillet 2012.

- Qu'elle a pris les résolutions suivantes:

Première résolution

L'associé décide d'augmenter le capital à concurrence d'un montant de DIX-SEPT MILLE CINQ CENTS EUROS (17.500.- EUR) pour le porter de son montant actuel de DOUZE MILLE CINQ CENTS EUROS (12.500.- EUR) à TRENTE MILLE EUROS (30.000.- EUR) par l'émission de mille sept cent cinquante (1.750) parts sociales nouvelles d'une valeur nominale de DIX EUROS (10.- EUR) chacune, ayant les mêmes droits et obligations que les parts existantes.

Souscription - Libération

Sont alors intervenus aux présentes:

- CHAMBORANT S.à r.l., préqualifiée, représentée comme dit ci-avant, déclare souscrire à vingt-cinq (25) parts sociales nouvelles,

- Monsieur Cyril Alvarez Pereyre, né à Paris (France), le 1^{er} juillet 1978, demeurant à 20, Lisburne Road, Londres NW3 2NR, déclare souscrire à mille deux cent soixante-quinze (1.275) parts sociales nouvelles.

- Monsieur Michel Rodriguez, né à Altura (Espagne), le 25 septembre 1956, demeurant à 10, rue Saint Christophe, F-57970 Yutz, ici représenté par Monsieur Hervé Kias, prénommé, en vertu d'une procuration sous seing privé qui restera annexée aux présentes, déclare souscrire à quatre cent cinquante (450) parts sociales nouvelles.

Les mille sept cent cinquante (1.750) parts sociales nouvelles ont été intégralement libérées en espèces, de sorte que la somme de DIX-SEPT MILLE CINQ CENTS EUROS (EUR 17.500.-) a été mise à la disposition de la Société. Preuve de ces paiements a été donnée au notaire instrumentant.

19137

Deuxième résolution

Les associés décident de modifier l'article 6 des statuts comme suit:

"Le capital social de la société est fixé à TRENTE MILLE EUROS (30.000.- EUR) représenté par trois mille (3.000) parts sociales d'une valeur nominale de DIX EUROS (10.- EUR) chacune.»

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société à raison des présentes est évalué à environ EUR 1.500.-

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, ils ont signé le présent acte avec le notaire.

Signé: H. KIAS et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 20 décembre 2012. Relation: LAC/2012/61349. Reçu soixante-quinze (75.- EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 10 janvier 2013.

Référence de publication: 2013005571/51.

(130005917) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 janvier 2013.

Peacock Investments S.A., Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.

R.C.S. Luxembourg B 151.839.

CLÔTURE DE LIQUIDATION

Extrait

Il résulte d'un acte de clôture de liquidation reçu par le notaire Maître Martine Schaeffer, de résidence à Luxembourg, en date du 21 décembre 2012, enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 27 décembre 2012, LAC/2012/62408, aux droits de soixante-quinze euro (75,-EUR), que la société "PEACOCK INVESTMENTS S.A." (en liquidation), RCS Luxembourg Numéro B 151.839, ayant son siège social à 18, rue de l'Eau, L-1449 Luxembourg, constituée en date du 25 février 2010 par acte de Maître Jean Seckler, notaire de résidence à Junglinster, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 828 du 22 avril 2010.

La Société a été clôturée et que par conséquence la société est dissoute.

Les livres et documents de la société seront conservés pendant une durée de cinq (5) ans à partir du jour de la liquidation auprès de Fiducenter S.A., ayant son siège social au 18, rue de l'Eau, L-1449 Luxembourg, inscrite au RCS Luxembourg sous le numéro B 62.780.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 8 janvier 2013.

Référence de publication: 2013005611/21.

(130005305) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 janvier 2013.

R-Distribution, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1130 Luxembourg, 37, rue d'Anvers.

R.C.S. Luxembourg B 138.957.

DISSOLUTION

L'an deux mille douze, le vingt-trois octobre.

Par-devant Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster.

A COMPARU:

RENTABILIWEB GROUP, une société constituée sous les lois du droit Belge, ayant son siège social au 41 rue Jourdan, B-1060 St Gilles, Belgique, immatriculée à la Banque et Carrefour des Entreprises sous le numéro 0878.265.120, ici représenté par Monsieur Cyrille TERES, employé privé, demeurant professionnellement à L-1130 Luxembourg, 37, rue d'Anvers, en vertu d'une procuration lui délivrée, laquelle, après signature ne varietur, par le notaire instrumentant et le mandataire, restera annexée aux présentes pour être formalisée avec elles.

Laquelle comparante, ès-qualité qu'elle agit, a requis le notaire instrumentant d'acter:

- Que la société à responsabilité limitée R-DISTRIBUTION, ayant son siège social à L-1130 Luxembourg, 37, rue d'Anvers, et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 138957, a été constituée suivant acte reçu par Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster en date du 20 mai 2008, publiée au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C numéro 1538 du 20 juin 2008. Les statuts n'ont pas été modifiés depuis.

- Que le capital social est fixé à EUR 12.500,- (douze mille cinq-cents euros) représenté par cent vingt-cinq (125) parts sociales sans désignation de valeur nominale, toutes souscrites et entièrement libérées;

- Que le comparant est seul propriétaire de la totalité des parts sociales de la société R-DISTRIBUTION;

- Que le comparant, en sa qualité d'associé unique de la société R-DISTRIBUTION a décidé de procéder à la dissolution anticipée de la société avec effet immédiat;

- Que le comparant en sa qualité de liquidateur de la société R-DISTRIBUTION déclare que tout le passif de la société R-DISTRIBUTION est réglé ou dûment provisionné;

- Que l'activité de la société a cessé; que l'associé unique est investi de tout l'actif et qu'il règlera tout passif éventuel de la société dissoute et qu'à cet effet, il s'engage à prendre à sa charge l'entière responsabilité du passif de la Société qu'il soit connu et impayé, ou inconnu et non encore payé, le bilan au 30 avril 2012 étant seulement un des éléments d'information à cette fin;

- Que, partant, la liquidation de la société est à considérer comme faite et clôturée;

- Que décharge pleine et entière est donnée aux gérants de la société;

- Qu'il y a lieu de procéder à l'annulation des parts sociales émises et/ou du registre des associés;

- Que les livres et documents de la société R-DISTRIBUTION sont conservés pendant cinq ans à l'ancien siège de la société.

Il est en outre précisé qu'aucune confusion de patrimoine entre la société dissoute et l'avoir social de l'associé unique, ou remboursement à l'associé unique ne pourra se faire avant le délai de trente jours à compter de la publication et sous réserve qu'aucun créancier de la Société présentement dissoute et liquidée n'aura exigé la constitution de sûretés.

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société à raison des présentes est évalué à environ 750,- EUR.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la mandataire de la comparante, connu du notaire instrumentant par son nom, prénom usuel, état et demeure, celui-ci a signé le présent acte avec le notaire

Signé: Cyrille TERES, Jean SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher, le 29 octobre 2012. Relation GRE/2012/3986. Reçu soixante-quinze euros (75,- €).

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

Référence de publication: 2013005640/50.

(130005871) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 janvier 2013.

Résidence Angelsberg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9099 Ingeldorf, 63, Zone Industrielle.

R.C.S. Luxembourg B 106.426.

EXTRAIT

Il résulte de l'assemblée générale extraordinaire de la société à responsabilité limitée «RESIDENCE ANGELSBERG S.à r.l.», ayant son siège social à L-9099 Ingeldorf, 63, Zone Industrielle,

inscrite au registre de commerce et des sociétés sous le numéro B 106.426,

tenue en date du 5 décembre 2012, suivant acte reçu par Maître Pierre PROBST, notaire de résidence à Ettelbruck, enregistré à Diekirch en date du 7 décembre 2012, sous le référence DIE/2012/14639,

que les associés de la prédite société ont modifié la répartition des parts sociales comme suit:

La société anonyme «GENICHAR S.A.», RCS B 52.068, avec siège social à L-9355 Bettendorf, 59a, rue de Diekirch, vend à la société «Wickler Frères Exploitation S.à r.l.», RCS B 96.305, avec siège social à L-9289 Diekirch, 17, rue François-Julien Vannerus, cinquante (50) parts sociales de la société prénommée.

A la suite de cette cession, les parts ont été souscrites comme suit:

- la société AWI S.à r.l.	50 parts
- la société Wickler Frères Exploitation S.à r.l.	50 parts
	<u>100 parts</u>

Ettelbruck, le 9 janvier 2013.

Pour extrait conforme

Le notaire

Référence de publication: 2013005654/24.

(130005103) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 janvier 2013.

Spinosa S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-7307 Steinsel, 50, rue Basse.

R.C.S. Luxembourg B 146.834.

In the year two thousand and thirteen, on the fifteenth day of February.

Before Maître Jean SECKLER, notary residing in Junglinster, Grand-Duchy of Luxembourg.

Was held an extraordinary general meeting of the participants of "SPINOSA S.à r.l.", (the "Company") a private limited liability company ("société à responsabilité limitée"), having its registered office in L-7307 Steinsel, 50, rue Basse, registered at the Companies and Trade Register of Luxembourg ("Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg") section B, number 146.834,

incorporated originally on British Virgin Islands on April 10th 1989; with its Memorandum and Articles of Association modified for the last time on January 10th 2007

which transferred its registered office to the Grand-Duchy of Luxembourg, by a deed of Me Jean SECKLER, notary residing in Junglinster, on June 10th, 2009, published in the Memorial C number 1378 on July 16th, 2009.

The meeting was presided by Mr Henri de CROUY-CHANEL, director of companies, residing professionally in Steinsel, 50, rue Basse.

The chairman appointed as secretary Mrs Claudine DENIS-KAMINSKI, accountant, residing professionally in Steinsel, 50, rue Basse.

The meeting elected as scrutineer Mrs Stéphanie WEISSE, director, residing professionally in Steinsel, 50, rue Basse.

The chairman declared and requested the notary to state:

I.- That the participants and the number of parts held by them are shown on an attendance list, signed by the chairman, the secretary, the scrutineer and the undersigned notary. The said list as well as the proxies will be annexed to this document to be filed with the registration authorities.

II.- That it appears from the attendance list, that all the parts representing 100 % of the share capital of the Company are present or represented at the present extraordinary general meeting.

III.- That the meeting could validly decide on all the items of the agenda of which the participants have been informed before the meeting.

IV.- That the agenda of the meeting is the following:

Agenda

Approval of the decrease in the Paid-up Capital due to a lack of investment opportunity by repurchasing 7350 shares held by Anon Trust at a price of 464,80 euros per share.

V.- Then the general meeting, after deliberation decides by unanimous vote the following resolutions:

First resolution

The meeting resolves to reduce the corporate capital of the Company by an amount of EUR 3,416,280.- (three million four hundred sixteen thousand two hundred and eighty Euro) so as to bring it down from its present amount of EUR 3,486,000.- (three million four hundred eighty six thousand Euro) to EUR 69,720.- (sixty-nine thousand seven hundred and twenty Euro), by cancelling the 7,350 (seven thousand three hundred and fifty) shares held by the sole shareholder Anon Trust for the price of EUR 464,80.- (four hundred and sixty-four Euro and eighty Cents) per share.

Second resolution

The meeting resolves to amend, in consequence of the foregoing resolution, article 6.1. of the articles of incorporation, which shall have the following wording:

" **6.1. Subscribed and Paid-up share capital.** The Company's share capital is fixed at EUR 69,720.- (sixty-nine thousand seven hundred and twenty Euro), represented by 150 (one hundred and fifty) shares ("parts sociales") (hereafter, the "Shares"), with a nominal value of four hundred and sixty-four Euro and eighty Cents (EUR 464,80) each, all fully subscribed and entirely paid-up."

Third resolution

The Meeting resolves to amend the share register of the Company in order to reflect the above changes and empowers and authorizes any Authorized Representative, each individually, to proceed on behalf of the Company with the registration of the above changes in the share register of the Company.

Costs

The amount of the expenses, remunerations and charges, in any form whatsoever, to be borne by the present deed are estimated at EUR 1,750.-.

There being no further business before the meeting, the same was thereupon adjourned.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that upon request of the above appearing persons, this deed is worded in English, followed by a French translation and that in case of any divergences between the English and the French text, the English version shall prevail.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Steinsel, on the day stated at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing persons, all of whom are known to the notary by their names, surnames, civil status and residences, the said persons appearing signed together with the notary the present original deed.

Suit la version française de l'acte qui précède:

L'an deux mille treize, le quinze février.

Pardevant Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster, Grand-Duché de Luxembourg.

S'est tenue l'Assemblée Générale Extraordinaire des associés de "SPINOSA S.à r.l.", (la "Société") société à responsabilité limitée, avec son siège social situé à L-7307 Steinsel, 50, rue Basse, Inscrite auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg section B, numéro 146.834,

constituée originellement aux Iles Vierges Britanniques le 10 avril 1989 dont les statuts ont été modifiés pour la dernière fois le 10 janvier 2007,

laquelle a transféré son siège social au Grand-Duché de Luxembourg suivant acte reçu par Me Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster le 10 juin 2009, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 1378 du 16 juillet 2009.

La séance est ouverte sous la présidence de Monsieur Henri de CROUY-CHANEL, directeur de sociétés, demeurant professionnellement à Steinsel, 50, rue Basse.

Le président désigne comme secrétaire Madame Claudine DENISKAMINSKI, comptable, demeurant professionnellement à Steinsel, 50, rue Basse.

L'assemblée choisit comme scrutatrice Madame Stéphanie WEISSE, directeur, demeurant professionnellement à Steinsel, 50, rue Basse.

Le président expose et prie le notaire d'acter:

I.- Que les associés et le nombre des parts qu'ils détiennent sont renseignés sur une liste de présence, signée par le président, le secrétaire, le scrutateur et le notaire instrumentaire. Ladite liste de présence ainsi que les procurations resteront annexées au présent acte pour être soumises avec lui aux formalités de l'enregistrement.

II.- Qu'il apparaît de cette liste de présence que 100 % du capital social de la Société est présent ou représenté à la présente assemblée générale extraordinaire.

III.- Que l'assemblée peut décider valablement sur tous les points portés à l'ordre du jour, dont les associés ont été informés avant l'assemblée.

IV.- Que l'ordre du jour de la présente assemblée est le suivant:

Ordre du jour

Approbation de la réduction du capital social souscrit et libéré, suivant l'opportunité saisie de racheter 7.350 parts de la Société détenues par Anon Trust pour le prix de 464,80 Euros par part.

V.- L'assemblée générale, après délibération, prend à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée décide de réduire le capital social de la Société à concurrence d'un montant de trois millions quatre cent seize mille deux cent quatre-vingts euros (3.416.280,- EUR) pour le ramener de son montant actuel de trois millions quatre cent quatre-vingt-six mille euros (3.486.000,-EUR) à soixante-neuf mille sept cent vingt euros (69.720,- EUR) par l'annulation de sept mille trois cent cinquante (7.350) parts sociales, détenues par l'associé unique Anon Trust, pour le prix de quatre cent soixante-quatre Euro et quatre-vingts Cents (464,80- EUR) par part sociale.

19141

Deuxième résolution

L'assemblée décide de modifier, en conséquence de la résolution précédente, l'article 6.1. des statuts, pour lui donner la teneur suivante:

« **6.1. Capital souscrit et Libéré.** Le capital de la Société est fixé à soixante-neuf mille sept cent vingt euros (69.720,- EUR), représenté par cent cinquante (150) parts sociales (ci-après "Parts") d'une valeur nominale de quatre cent soixante-quatre Euro et quatre-vingts Cents (EUR 464,80) chacune, toutes intégralement souscrites, et entièrement libérées.»

Troisième résolution

L'Assemblée décide de modifier le registre des associés de la Société afin de refléter les modifications ci-dessus et donne pouvoir et autorité à tout Représentant Autorisé, chacun agissant individuellement, selon leur seule signature, avec pouvoir de substitution total, pour procéder pour le compte de la Société à l'inscription des modifications ci-dessus dans le registre des associés de la Société.

Frais

Le montant des frais, dépenses et rémunérations quelconques incombant à la société en raison des présentes s'élève approximativement à 1.750,- EUR.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour de l'assemblée, cette dernière est clôturée.

Le notaire soussigné qui comprend et parle la langue anglaise, déclare que sur la demande des comparants, le présent acte de société est rédigé en langue anglaise suivi d'une traduction française. A la demande des mêmes comparants il est spécifié qu'en cas de divergences entre la version anglaise et la version française, le texte anglais fera foi.

Dont acte, fait et passé à Steinsel, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, connus du notaire instrumentaire par noms, prénoms usuels, états et demeures, ils ont signé le présent acte avec le notaire.

Signé: Henri de CROUY-CHANEL, Claudine DENIS-KAMINSKI, Stéphanie WEISSE, Jean SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher, le 15 février 2013. Relation GRE/2013/722. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

POUR COPIE CONFORME, délivrée à la société.

Junglinster, le 15 février 2013.

Référence de publication: 2013023702/125.

(130028566) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 février 2013.

Slovenia Broadband S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 222.758.404,10.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 145.882.

Il résulte de trois contrats de transfert de parts, signés en date du 13 décembre 2012, que les associés de la Société:

- Adria Cable S.à r.l. (17.847.283.565 parts sociales),
- GERRARD ENTREPRISES LLC (923.396.959 parts sociales) et
- Godolphin Services Limited (749.684.622 parts sociales)

ont transféré la totalité des 19.520.365.146 parts sociales qu'ils détenaient dans la Société à:

- Broadband Investments II S.à r.l.

Les parts de la Société sont désormais réparties comme suit:

Broadband Investments II S.à r.l. 22.275.840.410 parts sociales

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 8 janvier 2013.

Slovenia Broadband S.à r.l.

Signature

Référence de publication: 2013005677/20.

(130005059) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 janvier 2013.

Sim Sala Bim S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1932 Luxembourg, 10, rue Auguste Letellier.

R.C.S. Luxembourg B 123.414.

L'an deux mille douze.

Le sept décembre.

Pardevant Maître Francis KESSELER, notaire de résidence à Esch/Alzette.

ONT COMPARU

1) Madame Anna CESAREO, directrice, née à Maida/Catanzaro (Italie) le 27 décembre 1959, demeurant à L-5755 Frisange, 17, op lermescht

2) Monsieur Massimo FIORUCCI, employé privé, né à Gubbio (Italie) le 29 septembre 1960, demeurant à L-5755 Frisange, 17, op lermescht,

ici représenté par Madame Anna CESAREO, prénommée, agissant en vertu d'une procuration sous seing privé lui délivrée, annexée au présent acte.

3) Monsieur Andrea FIORUCCI, professeur, né à Esch/Alzette, le 13 octobre 1981, demeurant à L-5752 Frisange, 16A, Letzebuengerstrooss

ici représenté par Madame Anna CESAREO, prénommée, agissant en vertu d'une procuration sous seing privé lui délivrée, annexée au présent acte.

4) Monsieur Paolo FIORUCCI, administrateur, né à Gubbio (Italie) le 15 mai 1986, demeurant à L-5755 Frisange, 17, Op lermescht

ici représenté par Madame Anna CESAREO, prénommée, agissant en vertu d'une procuration sous seing privé lui délivrée, annexée au présent acte.

Lesquels comparants, présents ou représentés, déclarent être les seuls associés de la société à responsabilité limitée SIM SALA BIM S.à r.l., avec siège social à L-5752 Frisange, 7, rue de Luxembourg, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg sous le numéro B123.414

constituée aux termes d'un acte reçu par Maître Aloyse BIEL, alors notaire de résidence à Esch/Alzette, en date du 19 décembre 2006, publié au Mémorial C numéro 359 en date du 13 mars 2007

dont le capital social de DOUZE MILLE CINQ CENTS EUROS (€ 12.500,-) représenté par CENT (100) PARTS SOCIALES d'une valeur nominale de CENT VINGT-CINQ EUROS (€ 125,-) chacune, est réparti comme suit:

1) Madame Anna CESAREO, prénommée TRENTE-ET-UN PARTS SOCIALES	31
2) Monsieur Massimo FIORUCCI, prénommé VINGT-NEUF PARTS SOCIALES	29
3) Monsieur Andrea FIORUCCI, prénommé VINGT PARTS SOCIALES	20
4) Monsieur Paolo FIORUCCI, prénommé VINGT PARTS SOCIALES	20
TOTAL: CENT PARTS SOCIALES	100

Les comparants prient le notaire instrumentant de documenter ce qui suit:

Le siège social est transféré de son adresse actuelle L-5752 Frisange, 7-11, rue de Luxembourg à L-1932 Luxembourg, 10, rue Auguste Letellier.

Suite à cette décision la première phrase de l'Article deux (2) des statuts a dorénavant la teneur suivante:

Art. 2. 1^{er} phrase. "Le siège social de la société est établi à Luxembourg-Ville."

DONT ACTE, fait et passé à Esch/Alzette, en l'étude, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donné aux comparants, ils ont signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: Cesareo, Kessler.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 11 décembre 2012. Relation: EA/2012/16549. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Santioni A.

POUR EXPEDITION CONFORME.

Référence de publication: 2013005696/49.

(130005461) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 janvier 2013.

Solomar Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2610 Luxembourg, 160, route de Thionville.

R.C.S. Luxembourg B 71.685.

DISSOLUTION

L'an deux mille douze, le vingt-huit décembre.

Par-devant Maître Patrick SERRES, notaire de résidence à Remich (Grand-Duché de Luxembourg).

A comparu:

la société anonyme MOBIGOLF S.A., établie et ayant son siège social à L-2610 Luxembourg, 160, route de Thionville, constituée suivant acte notarié du 7 juin 1993, publié au Mémorial C, numéro 389 du 26 août 1993,

ici représentée par Monsieur Lennart STENKE, directeur de société, demeurant professionnellement à L-2610 Luxembourg, 160, route de Thionville, en sa qualité d'administrateur délégué de la société.

Lequel comparant a exposé au notaire instrumentant et l'a requis d'acter ce qui suit:

Que la société anonyme «SOLOMAR HOLDING S.A.», ayant son siège social à L-2610 Luxembourg, 160, route de Thionville, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, sous le numéro B 71.685, a été constituée suivant acte notarié du 23 septembre 1999, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 902 du 29 novembre 1999.

Que la société comparante est et restera propriétaire de toutes les actions de ladite Société.

Qu'en tant qu'actionnaire unique de la Société, elle déclare expressément procéder à la dissolution et à la liquidation de la susdite Société, avec effet à ce jour.

Qu'elle déclare, en tant que liquidateur de la Société, que l'activité de la Société a cessé et que la société comparante, en tant qu'actionnaire unique, est investie de tout l'actif et passif et que tout le passif de la Société dissoute a été payé. Que la comparante s'engage à reprendre tous actifs, dettes et autres engagements de la Société dissoute et de répondre personnellement de toute éventuelle obligation inconnue à l'heure actuelle.

Que décharge pleine et entière est accordée aux membres du conseil d'administration pour l'exercice de leur mandat jusqu'au moment de la dissolution.

Que le registre des actionnaires sera annulé à partir de ce jour.

Que les livres et documents sociaux de la Société dissoute seront déposés au siège social où ils seront conservés pendant cinq (5) années.

Que le comparant s'engage à payer les frais du présent acte.

Dont acte, fait et passé à Remich, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, connu du notaire instrumentaire par ses nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé avec Nous, notaire, la présente minute.

Signé: L. STENKE, Patrick SERRES.

Enregistré à Remich, le 4 janvier 2013. Relation: REM/2013/6. Reçu soixante-quinze euros (75,- €).

Le Receveur (signé): P. MOLLING.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Remich, le 9 janvier 2013.

Patrick SERRES.

Référence de publication: 2013005708/41.

(130005627) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 janvier 2013.

SIBGRAVE S.A., société de gestion de patrimoine familial, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 5, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 98.557.

L'an deux mille douze le vingt décembre.

Par-devant Maître Joseph Elvinger notaire de résidence à Luxembourg, soussigné.

Se réunit une assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme holding Sibgrave S.A., société de gestion de patrimoine familial ayant son siège social à Luxembourg, 5, boulevard Royal, R.C.S. Luxembourg section B numéro 98557 constituée suivant acte reçu le 16 janvier 2004 publié au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations numéro 221 du 24 février 2004.

L'assemblée est présidée par Madame Béatriz Garcia, demeurant professionnellement à Luxembourg.

Le président désigne comme secrétaire et l'assemblée choisit comme scrutateur Madame Colette Wohl, demeurant professionnellement à Luxembourg.

Le président prie le notaire d'acter que:

I.- Les actionnaires présents ou représentés et le nombre d'actions qu'ils détiennent sont renseignés sur une liste de présence. Cette liste et les procurations, une fois signées par les comparants et le notaire instrumentant, resteront ci-annexées pour être enregistrées avec l'acte.

II.- Il ressort de la liste de présence que les trois cent dix (310) actions représentant l'intégralité du capital social sont représentées à la présente assemblée générale extraordinaire, de sorte que l'assemblée peut décider valablement sur tous les points portés à l'ordre du jour, dont les actionnaires ont été préalablement informés.

III.- L'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

Ordre du jour:

1- Suppression de la possibilité d'établir les actions en titres au porteur.

2- Modification subséquente de l'Article 5 des statuts.

Ces faits exposés et reconnus exacts par l'assemblée, les actionnaires décident ce qui suit à l'unanimité:

Résolution unique

L'assemblée décide de supprimer la possibilité d'établir des actions de la société sous forme de titres au porteur.

L'assemblée décide de détruire tous les titres au porteur en circulation et donne pouvoir aux administrateurs afin de procéder aux écritures qui s'imposent dans le registre d'actionnaire.

L'assemblée décide en conséquence de modifier le deuxième alinéa de l'article 5 des statuts comme suit: "Les actions sont et resteront nominatives."

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit, incombant à la société et mis à sa charge en raison des présentes, sont évalués sans nul préjudice à la somme de huit cent cents Euro.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

DONT ACTE, passé à Luxembourg, les jour, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite aux comparants, ils ont tous signé avec Nous notaire la présente minute.

Signé: B. GARCIA, C. WOHL, J. ELVINGER.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils le 27 décembre 2012. Relation: LAC/2012/62321. Reçu soixante-quinze euros (EUR 75,-).

Le Receveur (signé): I. THILL.

Référence de publication: 2013005694/45.

(130005432) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 janvier 2013.

Teamworker S. à r. l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5450 Stadtbredimus, 7, Lauthegaass.

R.C.S. Luxembourg B 135.205.

AUFLÖSUNG

Im Jahre zweitausendundzwölf, den achtundzwanzigsten Dezember.

Vor dem unterschriebenen Notar Patrick SERRES, mit Amtssitze zu Remich.

Ist erschienen:

Frau Elke Schönborn, Bürokauffrau, wohnhaft in L-5552 Remich, 51, route de Mondorf.

Die erschienene Partei hat den unterzeichneten Notar ersucht, das Folgende festzustellen:

I. Der Erschiene Partei hält alle Anteile in der Gesellschaft TEAMWORKER S. à r. l., einer Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée), mit Sitz in L-5450 Stadtbredimus, 7, Lauthegaass, gegründet gemäß notarieller Urkunde vom 19. Dezember 2007, veröffentlicht im Memorial C Nummer 335 vom 8. Februar 2008.

II. Das Stammkapital der Gesellschaft beträgt zwölftausendfünfhundert Euro (12.500.- EUR) eingeteilt in hundertfünfundzwanzig (125) Anteile mit einem Nennwert von je einhundert Euro (100.- EUR) vollständig eingezahlt.

III. Der Gesellschafter beschließt die Gesellschaft mit sofortiger Wirkung aufzulösen.

IV. Der Gesellschafter hat umfassende Kenntnis von der Satzung der Gesellschaft und der finanziellen Situation der Gesellschaft.

VI. Der Gesellschafter erteilt dem Geschäftsführer der Gesellschaft volle Entlastung für die Ausübung seines Mandats vom Zeitpunkt der Ernennung bis einschließlich dem Datum der vorliegenden Urkunde.

V. Der Gesellschafter erklärt, dass die Gesellschaft ihre Geschäftstätigkeit eingestellt hat und ihre bekannten Verbindlichkeiten beglichen wurden.

Der Gesellschafter übernimmt sämtliche Aktiva der Gesellschaft und erklärt ausdrücklich, dass er alle ausstehenden Verbindlichkeiten der Gesellschaft persönlich übernehmen wird. In diesem Zusammenhang erklärt er mit seinem persönlichem Eigentum für diese Verbindlichkeiten aufzukommen.

VI. Der Gesellschafter erklärt jede andere erforderliche Maßnahme durchführen, um alle Aktiva und/oder Passiva der Gesellschaft auf sich zu übertragen.

VII. Nachfolgend wird die Gesellschaft hiermit aufgelöst und die Liquidation der Gesellschaft ist beendet.

VIII. Die Bücher und Schriften der aufgelösten Gesellschaft sind für die Dauer von fünf (5) Jahren ab dem Datum der vorliegenden Urkunde am Gesellschaftssitz aufzubewahren.

Erklärung

Die erschienene Partei erklärt hiermit, dass sie selbst an den eingebrachten Vermögenswerten letztlich wirtschaftlich berechtigt ist und bestätigt dass die Gelder und Vermögenswerte nicht aus einer Straftat herrühren.

Die vorliegende Urkunde wurde in Remich am eingangs genannten Tag erstellt.

Nach Verlesung und Erklärung wurde die vorliegende Urkunde von dem Komparenten, dem Notar mit Namen, Vornamen, Stand und Wohnort bekannt, und dem Notar unterzeichnet.

Gezeichnet: E. SCHÖNBORN, Patrick SERRES.

Enregistré à Remich, le 4 janvier 2013. Relatin: REM/2013/4. Reçu soixante-quinze euros 75,- €.

Le Receveur (signé): P. MOLLING.

Für gleichlautende Ausfertigung, zum Zwecke der Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations erteilt.

Remich, den 9. Januar 2013.

P. SERRES.

Référence de publication: 2013005727/45.

(130005617) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 janvier 2013.

Telec, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4940 Bascharage, 96A, avenue de Luxembourg.

R.C.S. Luxembourg B 29.955.

DISSOLUTION

Extrait

Il résulte d'un acte de dissolution de société, reçu par Maître Alex WEBER, notaire de résidence à Bascharage, en date du 27 décembre 2012, numéro 2012/2851 de son répertoire, enregistré à Capellen, le 4 janvier 2013, relation: CAP/2013/18 de la société à responsabilité limitée "TELEC", avec siège social à L-4940 Bascharage, 96A, avenue de Luxembourg, inscrite au RCS à Luxembourg sous le numéro B 29 955, constituée suivant acte reçu par Maître Norbert MULLER, alors notaire de résidence à Esch-sur-Alzette, en date du 20 janvier 1989, publié au Mémorial C numéro 135 du 19 mai 1989, ce qui suit:

- Monsieur Jean-Jacques LEMMER et Monsieur Roland PELLAERS, seuls associés, ont déclaré procéder à la dissolution et à la liquidation de la société prédite, avec effet au 27 décembre 2012,

- la société dissoute n'a plus d'activités.

- les associés ont déclaré en outre que la liquidation de la prédite société a été achevée et qu'ils assument tous les éléments actifs et passifs éventuels de la société dissoute.

- que les livres et documents de la société dissoute resteront déposés pendant la durée de cinq années à l'adresse suivante: L-4951 Bascharage, 6, Cité Charles de Gaulle.

Bascharage, le 8 janvier 2013.

Pour extrait conforme

Alex WEBER

Le notaire

Référence de publication: 2013005747/26.

(130005612) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 janvier 2013.

TP (Luxembourg) Invest S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 24.076.142,94.

Siège social: L-1148 Luxembourg, 16, rue Jean l'Aveugle.

R.C.S. Luxembourg B 172.899.

—
EXTRAIT

Il résulte des résolutions de l'actionnaire unique du 27 novembre 2012 que:

1. Monsieur Thierry Petit, né le 12 mai 1973 à Nevers (France) demeurant 8, rue Lacharrière, F-75011 Paris (France) est nommé gérant de catégorie A pour une durée indéterminée.

2. Madame Sandrine BISARO, née le 28 juin 1969 à Metz (France), demeurant professionnellement 12 rue Guillaume Schneider, L-2522 Luxembourg, est nommée gérant de catégorie B pour une durée indéterminée.

Le conseil de gérance se compose dorénavant comme suit:

- Monsieur Thierry PETIT, Gérant de catégorie A,
- Madame Sandrine BISARO, Gérant de catégorie B.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme

Luxembourg, le 8 janvier 2013.

Référence de publication: 2013005757/20.

(130005090) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 janvier 2013.

Triumph International S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1660 Luxembourg, 36-38, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 112.955.

—
- Constituée suivant acte reçu par Maître Emile SCHLESSER, notaire de résidence à L-LUXEMBOURG, en date du 20 décembre 2005, publié au Mémorial, Recueil Spécial C n° 588 du 21 mars 2006.

- Modifiée pour la dernière fois en date du 21 décembre 2009, publié au Mémorial, Recueil Spécial C n° 307 du 11 février 2010.

Il résulte de l'assemblée générale ordinaire tenue en date du 10 décembre 2012, que suite à la démission de Monsieur Albert EERDEKENS et la révocation de Monsieur Rob BRAND, les personnes suivantes sont nommées pour une durée indéterminée:

- Monsieur Javier VAN ENGELÉN SOUSA, directeur, demeurant 5 Mühleweg, 5420 Ehrendingen, Suisse: gérant administratif.

- Monsieur Søren STEFFENSEN, responsable technique, demeurant 58 Rudersdalsvej, 2840 Holte, Danemark: gérant technique.

Luxembourg, le 9 janvier 2013.

Pour la société TRIUMPH INTERNATIONAL S.à r.l.

Fiduciaire Fernand Faber

Référence de publication: 2013005760/21.

(130005323) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 janvier 2013.

Apache Luxembourg Holdings I, Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 1.604.100,00.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 115.955.

—
Transfert de l'intégralité des parts sociales

Apache Mediterranean Corporation LDC, l'associé unique de la Société, a transféré, en date du 28 novembre avec effet au 17 décembre 2012, toutes les parts sociales qu'il détenait dans la Société à Apache Finance Mediterranean Corporation LDC.

Apache Finance Mediterranean Corporation LDC, l'associé unique de la Société, a transféré, en date du 28 décembre 2012, toutes les parts sociales qu'il détenait dans la Société, soit 5.347 parts sociales de classe A, 5.347 parts sociales de classe B, 5.347 parts sociales de classe C, 5.347 parts sociales de classe D, 5.347 parts sociales de classe E, 5.347 parts sociales de classe F, 5.347 parts sociales de classe G, 5.347 parts sociales de classe H, 5.347 parts sociales de classe I et 5.347 parts sociales de classe J à Apache Finance Egypt II, US Branch, une société, Limited Liability Company, "LLC" dûment

constituée et existant valablement selon les lois du Delaware, ayant son siège social au 1209 Orange Street, Wilmington, Delaware 19801 et immatriculée auprès du Secretary of State of Delaware-Division of Corporations sous le numéro 5259060.

Par conséquent, l'associé unique de la Société est Apache Finance Egypt II, US Branch.

Pour extrait conforme
Un mandataire

Référence de publication: 2013005927/23.

(130006796) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 janvier 2013.

Sèvres III S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 3.299.126,00.

Siège social: L-2440 Luxembourg, 59, rue du Rollingergrund.

R.C.S. Luxembourg B 119.773.

Sèvres IV S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 1.819.376,00.

Siège social: L-2440 Luxembourg, 59, rue de Rollingergrund.

R.C.S. Luxembourg B 125.595.

PROJET DE FUSION

In the year two thousand and thirteen, on the sixth day of the month of February.

Before Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

There appeared

1) Sèvres III S.à r.l., a société à responsabilité limitée, with registered office at 59, rue de Rollingergrund, L-2440 Luxembourg, registered with the Registre de Commerce et des Sociétés in Luxembourg under number B 119.773 and having a share capital of three million two hundred and ninety-nine thousand one hundred and twenty-six Euro (EUR 3,299,126.-), incorporated pursuant to a deed of 22 September 2006 of the undersigned notary published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (the "Mémorial") number 2096 of 9 November 2006 and whose articles of incorporation have been amended for the last time on 10 January 2013 pursuant to a deed of Me Blanche Moutrier, notary residing in Esch-sur-Alzette, Grand Duchy of Luxembourg, in the process of being published in the Mémorial (hereafter the "Absorbing Company"), represented by Me Karolina Szpinda, lawyer, pursuant to a proxy dated 4 February 2013, which shall be registered with the present deed;

2) Sèvres IV S.à r.l., a société à responsabilité limitée, with registered office at 59, rue de Rollingergrund, L-2440 Luxembourg, and registered with the Registre de Commerce et des Sociétés in Luxembourg under number B 125.595, incorporated pursuant to a deed of 5 February 2007 of the undersigned notary, published in the Mémorial number 1010 of 30 May 2007, and whose articles of incorporation have been amended for the last time on 9 January 2013 pursuant to a deed of Me Blanche Moutrier, notary residing in Esch-sur-Alzette, Grand Duchy of Luxembourg, in the process of being published in the Mémorial (hereafter the "Absorbed Company" and together with the Absorbing Company, the "Merging Companies") represented by Me Karolina Szpinda, lawyer, residing in Luxembourg, pursuant to a proxy dated 4 February 2013, which shall be registered with the present deed;

The appearing parties, represented as stated hereabove, have requested the undersigned notary to record the following merger proposal:

MERGER PROPOSAL

1) The Absorbing Company intends to merge with and to absorb the Absorbed Company. In this respect, the boards of managers of the Merging Companies approved the merger by absorption of the Absorbed Company by the Absorbing Company.

2) The Absorbing Company holds all the shares in the Absorbed Company.

Consequently, the merger will be accomplished pursuant to articles 278 and following of the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended (the "Law on Commercial Companies").

3) The merger shall become effective on the first business day following one month after the publication of the present merger proposal in the Mémorial.

4) For accounting purposes, all operations of the Absorbed Company shall be considered as operations of the Absorbing Company as of the date of the effectiveness of the merger.

5) None of the shareholders of the Merging Companies has any special rights and no securities other than shares (parts sociales) are outstanding in the Merging Companies.

6) No particular advantages are granted to the managers or the auditors or experts (to the extent appointed) of the Merging Companies.

7) The shareholder(s) of the Absorbing Company are entitled to inspect the documents specified under article 267 paragraph (1) a) and b) of the Law on Commercial Companies (namely, (i) the common draft terms of merger and (ii) to the extent applicable the annual accounts and the annual reports of the Merging Companies for the last three financial years during a period of one month starting from the date of publication of the present deed in the Mémorial at the registered office of the Absorbing Company; on simple request any shareholder can obtain copies of these documents free of charge.

8) One or more shareholders of the Absorbing Company holding at least 5% of the shares in the subscribed capital are entitled during the period provided for under point 7) to require that a general meeting be called in order to decide whether or not to approve the merger. It is noted that on the date hereof the Absorbing Company has a sole shareholder.

9) Unless a contrary decision of a general meeting, the merger will, as set out before, become effective and will ipso jure, as set out under article 274 of the Law on Commercial Companies and point 3) hereabove, with the exception of article 274 paragraph (1) b), have the following consequences:

a) the universal transfer, both as between the Absorbed Company and the Absorbing Company and vis-a-vis third parties, of all the assets and liabilities of the Absorbed Company to the Absorbing Company;

b) the Absorbed Company shall cease to exist; and

c) the cancellation of the shares of the Absorbed Company held by the Absorbing Company.

10) The articles of incorporation of the Absorbing Company will not be altered as a result of the merger. The share capital of the Absorbing Company will not be increased as a result of the merger.

11) The Absorbing Company shall proceed to all formalities necessary or useful in order to give effect to the merger and the universal transfer of all assets and liabilities of the Absorbed Company.

12) The mandates of the managers of the Absorbed Company shall end at the effective date of the merger.

13) The corporate documents relating to the Absorbed Company will be kept at the registered office of the Absorbing Company for the period provided for by law.

In accordance with the provisions of article 271 paragraph (2) of the Law on Commercial Companies the undersigned notary certifies the lawfulness of the present merger proposal established in accordance with the Law on Commercial Companies.

The undersigned notary who understands and speaks English acknowledges that, at the request of the parties hereto, this deed is drafted in English, followed by a French translation; at the request of the same parties, in case of divergences between the English and the French version, the English version shall prevail.

Whereof, the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day before mentioned.

The document having been read to the appearing persons, all known to the notary by their surnames, names, civil status and residences, the said persons signed together with us, the notary, the present original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède

L'an deux mille treize, le sixième jour du mois de février.

Par-devant Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Ont comparu:

1) Sèvres III S.à r.l., une société à responsabilité limitée, ayant son siège social au 59, rue de Rollingergrund, L-2440 Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg sous le numéro B 119.773, ayant un capital social de trois millions deux cent quatre-vingt-dix-neuf mille cent vingt-six Euros (EUR 3.299.126,-), constituée le 22 septembre 2006 suivant acte reçu du notaire instrumentant, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (le «Mémorial») numéro 2096 du 9 novembre 2006, dont les statuts ont été modifiés pour la dernière fois le 10 janvier 2013 suivant acte reçu de Me Blanche Moutrier, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette, Grand-Duché du Luxembourg, en cours de publication au Mémorial (ci-après, la «Société Absorbante») représentée par Me Karolina Szpinda, avocat, en vertu d'une procuration en date du 4 février 2013, laquelle sera enregistrée avec le présent acte;

2) Sèvres IV S.à r.l., une société à responsabilité limitée, ayant son siège social au 59, rue de Rollingergrund, L-2440 Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg sous le numéro B 125.595, constituée le 5 février 2007 suivant acte reçu du notaire soussigné, publié au Mémorial numéro 1010 du 30 mai 2007, dont les statuts ont été modifiés pour la dernière fois le 9 janvier 2013 suivant acte reçu de Me Blanche Moutrier, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette, Grand-Duché du Luxembourg, en cours de publication au Mémorial (ci-après, la «Société Absorbée» et ensemble avec la Société Absorbante, les «Sociétés Fusionnantes»), représentée par Me Karolina Szpinda, avocat, demeurant à Luxembourg, en vertu d'une procuration en date du 4 février 2013, laquelle sera enregistrée avec le présent acte;

Les parties comparantes, ès qualités qu'elles agissent, ont demandé au notaire instrumentant d'acter le projet de fusion suivant:

PROJET DE FUSION

1) La Société Absorbante a l'intention de fusionner par absorption avec la Société Absorbée. Pour ce faire, les conseils de gérance des Sociétés Fusionnantes ont approuvé la fusion par absorption de la Société Absorbée par la Société Absorbante.

2) La Société Absorbante détient l'intégralité des parts sociales de la Société Absorbée.

Par conséquent, la fusion sera effectuée en vertu des articles 278 et suivants de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la «Loi sur les Sociétés Commerciales»).

3) La fusion sera effective le premier jour ouvrable à compter d'un mois après la publication au Mémorial du présent projet de fusion.

4) D'un point de vue comptable, toutes les opérations de la Société Absorbée seront considérées comme des opérations de la Société Absorbante à compter de la date où la fusion sera effective.

5) Aucun des associés des Sociétés Fusionnantes ne dispose de droits spéciaux et les seuls titres en circulation dans les Sociétés Fusionnantes sont des parts sociales.

6) Aucun avantage particulier n'est accordé aux membres du conseil de gérance ou aux réviseurs ou experts (dans la mesure où ils sont nommés) des Sociétés Fusionnantes.

7) Les associés de la Société Absorbante ont le droit de consulter au siège social de la Société Absorbante les documents mentionnés à l'article 267 paragraphe (1) a) et b) de la Loi sur les Sociétés Commerciales (à savoir, (i) le projet commun de fusion et (ii), le cas échéant, les comptes annuels et les rapports annuels des Sociétés Fusionnantes des trois derniers exercices comptables), pendant une période d'un mois à compter de la date de publication au Mémorial du présent acte; les associés peuvent recevoir sans frais une copie de ces documents, sur simple demande.

8) Un ou plusieurs associés de la Société Absorbante détenant au moins cinq pourcent (5%) des parts sociales du capital souscrit ont le droit, pendant la période prévue au point 7), de requérir la convocation d'une assemblée générale afin de statuer sur l'approbation de la fusion. Il est constaté qu'à la date des présentes, la Société Absorbante est détenue par un associé unique.

9) Sauf décision contraire de l'assemblée générale, la fusion, tel qu'énoncé ci-avant, deviendra effective et entraînera ipso jure, tel qu'énoncé à l'article 274 de la Loi sur les Sociétés Commerciales et au point 3) ci-dessus, à l'exception de l'article 274 (1) b), les conséquences suivantes:

a) la transmission à titre universel, tant entre la Société Absorbée et la Société Absorbante qu'à l'égard des tiers, de l'ensemble du patrimoine actif et passif de la Société Absorbée à la Société Absorbante;

b) la Société Absorbée cessera d'exister; et

c) l'annulation des parts sociales de la Société Absorbée détenues par la Société Absorbante.

10) Les statuts de la Société Absorbante ne seront pas modifiés du fait de la fusion. Le capital social de la Société Absorbante ne sera pas augmenté du fait de la fusion.

11) La Société Absorbante procédera à toutes les formalités nécessaires ou utiles afin de donner effet à la fusion et à la transmission à titre universel de l'ensemble du patrimoine actif et passif de la Société Absorbée.

12) Les mandats des membres du conseil de gérance de la Société Absorbée prendront fin à la date effective de la fusion.

13) Les documents sociaux de la Société Absorbée seront conservés au siège social de la Société Absorbante pendant le délai prévu par la loi.

Conformément à l'article 271 paragraphe (2) de la Loi sur les Sociétés Commerciales, le notaire instrumentant atteste la légalité du présent projet de fusion établi conformément à la Loi sur les Sociétés Commerciales.

Le notaire instrumentant, qui comprend et parle l'anglais, déclare qu'à la demande des parties aux présentes, le présent acte est rédigé en anglais, suivi d'une traduction en langue française; à la demande des mêmes parties, en cas de divergences entre les versions anglaise et française, la version anglaise fera foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en-tête des présentes.

Après lecture du document aux personnes comparantes, qui sont toutes connues du notaire par leur nom, prénom, état civil et résidence, lesdites personnes ont signé avec Nous, le notaire, le présent acte original.

Signé: K. SZPINDA et H. HELLENCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 7 février 2013. Relation: LAC/2013/5909. Reçu douze euros (12.- EUR).

Le Receveur ff. (signé): C. FRISING.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée aux fins de dépôt au registre de commerce et des sociétés.

Luxembourg, le 13 février 2013.

Henri HELLINCKX.

Référence de publication: 2013023715/156.

(130028199) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 février 2013.

BLK BR HY (Luxembourg) Investments, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: CAD 42.002,00.**

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.

R.C.S. Luxembourg B 165.199.

Extrait des résolutions de l'Associé Unique prises en date du 28 septembre 2012

Il résulte des décisions écrites de l'Associé Unique de la Société les décisions suivantes:

- d'accepter la démission de la personne suivante:

* Monsieur Richard Marshall, en qualité de Gérant de catégorie B de la Société et ce avec effet au 28 septembre 2012;

- de nommer la personne suivante avec effet au 28 septembre 2012 et pour une durée indéterminée:

* Monsieur Sean Michael O'Driscoll, né le 19 avril 1971 à Massachusetts, États-Unis d'Amérique, ayant son adresse professionnelle au 6D, route de Treves, L-2633 Senningerberg, Luxembourg, en qualité de Gérant de catégorie B de la Société et ce avec effet immédiat et pour une durée indéterminée.

Luxembourg, le 19 décembre 2012.

Pour extrait analytique conforme

Leon Schwab

Gérant de catégorie B

Référence de publication: 2013005995/20.

(130006342) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 janvier 2013.

BLK COY (Luxembourg) Investments, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: CAD 42.002,00.**

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.

R.C.S. Luxembourg B 164.665.

Extrait des résolutions de l'Associé Unique prises en date du 28 septembre 2012

Il résulte des décisions écrites de l'Associé Unique de la Société les décisions suivantes:

- d'accepter la démission de la personne suivante:

* Monsieur Richard Marshall, en qualité de Gérant de catégorie B de la Société et ce avec effet au 28 septembre 2012;

- de nommer la personne suivante avec effet au 28 septembre 2012 et pour une durée indéterminée:

* Monsieur Sean Michael O'Driscoll, né le 19 avril 1971 à Massachusetts, États-Unis d'Amérique, ayant son adresse professionnelle au 6D, route de Treves, L-2633 Senningerberg, Luxembourg, en qualité de Gérant de catégorie B de la Société et ce avec effet immédiat et pour une durée indéterminée.

Luxembourg, le 19 décembre 2012.

Pour extrait analytique conforme

Leon Schwab

Gérant de catégorie B

Référence de publication: 2013005996/20.

(130006344) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 janvier 2013.

Garage Nico Castermans S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8509 Redange-sur-Attert, 5, rue Fraesbich.

R.C.S. Luxembourg B 98.064.

L'an deux mil douze, le vingt et un décembre.

Par-devant Maître Urbain THOLL, notaire de résidence à Mersch.

A comparu:

Monsieur Robert CASTERMANS, garagiste, demeurant à L-8460 Eischen, 104, rue de Clairefontaine.

Lequel comparant a requis le notaire instrumentaire d'acter ce qui suit:

I. La société à responsabilité limitée GARAGE NICO CASTERMANS S. à r.l., ayant son siège à L-8509 Redange/Attert, 5, rue Fraesbich, a été constituée aux termes d'un acte reçu par le notaire Jean SECKLER, de résidence à Junglinster, en date du 9 janvier 2002, publié au Mémorial C numéro 751 du 16 mai 2002, et ses statuts ont été modifiés aux termes d'un acte reçu par le notaire soussigné en date du 9 août 2010, publié au Mémorial C numéro 2187 du 15 octobre 2010 et elle est inscrite au RCSL sous le numéro B 98.064.

II. Le capital social s'élève à VINGT-CINQ MILLE (25.000.-) EUROS, représenté par MILLE (1.000) parts sociales d'une valeur nominale de VINGT-CINQ (25.-) EUROS chacune, entièrement souscrites et libérées par l'associé unique, Monsieur Robert CASTERMANS, préqualifié.

Sur ce, le comparant, agissant en lieu et place de l'assemblée générale, a pris les résolutions suivantes:

Première résolution

L'associé unique décide d'augmenter le capital à concurrence de DEUX CENT MILLE (200.000.-) EUROS, avec création corrélative de HUIT MILLE (8.000) nouvelles parts sociales, pour le porter à DEUX CENT VINGT-CINQ MILLE (225.000.-) EUROS représenté par NEUF MILLE (9.000) parts sociales d'une valeur nominale de VINGT-CINQ (25.-) EUROS, chacune.

La présente augmentation a été faite par des versements en espèces, de sorte que la somme de DEUX CENT MILLE (200.000.-) EUROS se trouve dès à présent à la libre disposition de la société ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentaire, qui le constate expressément

Deuxième résolution

En conséquence de ce qui précède, l'associé unique de supprimer les deux premiers paragraphes de l'article 6 des statuts et de les remplacer par les suivants:

«Le capital social est fixé à DEUX CENT VINGT-CINQ MILLE (225.000.-) EUROS, représenté par NEUF MILLE (9.000) parts sociales, d'une valeur nominale de VINGT-CINQ (25.-) EUROS chacune.

Ces parts sociales ont toutes été souscrites par l'associé unique, Monsieur Robert CASTERMANS, garagiste, demeurant à L-8460 Eischen, 104, rue de Clairefontaine.»

Frais

Le montant des frais, incombant à la société en raison des présentes, est estimé sans nul préjudice à la somme de MILLE SIX CENT CINQUANTE (1.650.-) EUROS.

Dont acte, fait et passé à Mersch, en l'étude du notaire instrumentaire, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, connu du notaire par nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé le présent acte avec Nous notaire.

Signé: Castermans, THOLL.

Enregistré à Mersch, le 27 décembre 2012. Relation: MER/2012/3025. Reçu soixante-quinze euros (75,- €).

Le Receveur ff. (signé): Weber.

Pour expédition conforme délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Mersch, le 10 janvier 2013.

Référence de publication: 2013006141/47.

(130006271) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 janvier 2013.

Goleta Fund, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2-8, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 137.567.

Suite à l'assemblée générale ordinaire du 28 décembre 2012, les actionnaires de Goleta Fund ont

- reconduit les mandats d'administrateurs de Mauricio Diaz Infante Rodriguez et Richard Goddard,

- ratifié l'élection au poste d'administrateur en date du 20 juin 2012 de Julio César Ruelas Granados, né le 18 septembre 1962 à Mexico, Mexique et demeurant professionnellement au Paseo de Los Laureles 458-1003, Mexico D.F. 05120, Mexique,

- élu Edward Henry Urquidi, né 26 novembre 1958, à New-York, Etats Unis d'Amérique et demeurant au 2121 Ponce de Leon blvd, Suite 405, Coral Gables, Floride 33134, Etats Unis d'Amérique, en tant qu'administrateur,

jusqu'à la date l'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires qui se tiendra en 2013,

et renouvelé le mandat de réviseur d'entreprise de KPMG Audit jusqu'à la date de l'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires qui se tiendra en 2013.

Luxembourg, le 3 janvier 2013.

Brown Brothers Harriman (Luxembourg) S.C.A.

Référence de publication: 2013006153/20.

(130006181) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 janvier 2013.

Algeco/Scotsman Management S.C.A., Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 20, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 160.307.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Esch-sur-Alzette, le 11 janvier 2013.

Référence de publication: 2013006563/10.

(130007385) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 janvier 2013.

Ampacet Investment II S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3451 Dudelange, Z.I. Riedgen.

R.C.S. Luxembourg B 53.384.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 9 janvier 2013.

Léonie GRETHEN.

Référence de publication: 2013006568/10.

(130007114) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 janvier 2013.

Antin Infrastructure Luxembourg X, Société Anonyme.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 44, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 172.547.

Les statuts coordonnés de la société ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 14 janvier 2013.

Référence de publication: 2013006571/10.

(130007657) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 janvier 2013.

Arconas Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1660 Luxembourg, 84, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 122.093.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 14 janvier 2013.

Référence de publication: 2013006572/10.

(130008173) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 janvier 2013.

Company Formation & Management Services S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 12D, Impasse Drosbach.

R.C.S. Luxembourg B 160.217.

EXTRAIT

Par décision du gérant du 14 décembre 2012

- Le siège social de la société Company Formation & Management Services S.à r.l. est transféré avec effet au 16 décembre 2012 du 60 Grand-Rue, 1^{er} étage, L-1660 Luxembourg au 12D Impasse Drosbach, L-1882 Luxembourg.

Luxembourg, le 14 décembre 2012.

Pour Company Formation & Management Services S.à r.l.

Référence de publication: 2013006720/13.

(130007439) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 janvier 2013.